



Directrice de publication :
Marie Lajus
Coordination :
Pierre-Charles Hardouin
Rédactrice en chef :
Agnès Canavélis
Rédactrice en chef adjointe :
Laurence Picq
Rédacteur :
Stéphane Benaim
Contributions :
Nicolas Vey,
Philippe Larrigaldie,
Olivier Daflon,
Claude Charlot
Conception graphique :
Françoise Lion,
Emmanuel Pires,
Nathalie Lobbé-Muon,
Delphine Dupré
Iconographie :
Carlos Rodrigues
Photos :
Préfecture de police
Service de la communication :
Dominique Venière
Service des archives
et du musée
Direction opérationnelle
des services techniques
et logistiques
Brigade de sapeurs-pompiers
de Paris :
bureau information relations
publiques
Secrétariat :
Gaëlle Vilmont, Chritiane Héry,
Annabelle Vera
Conception, réalisation
et diffusion :
Service de la Communication
9, boulevard du Palais
75195 Paris Cedex 04
fax : 01 53 71 57 75
@ppliaisons@interieur.gouv.fr
Edition :
Documentation Française
75007 Paris
Impression :
Corlet Imprimeur -
S.A. 14110 - Condé-sur-
Noireau
Tirage : 34 000 exemplaires
n° de commission paritaire :
0211B07717
ISSN : 1165-9831

Sommaire

Editorial	5
Rencontre avec le préfet de police Maurice Grimaud	6
Lettre adressée par Maurice Grimaud aux policiers de la préfecture de police le 29 mai 1968 Interview de Maurice Grimaud	
Extraits du numéro de <i>Liaisons</i> paru en septembre 1968	18
Chronologie des événements de Mai 68	
Mémoires de Mai	22
Témoignages de policiers et de sapeurs-pompiers Extraits de rapports et de documents d'époque	
Images de Mai	55
Images exclusives du fonds iconographique de la préfecture de police	
Aux commandes de la PP	87
Interviews de grands témoins	
Tenues et matériels	101
Les enseignements de Mai 68	
Les archives de la préfecture de police	107
Les trésors enfouis de mai	
Glossaire	110

N.B. : chaque mot suivi d'un astérisque
renvoie au glossaire p. 110



Editorial

Que faisiez-vous en Mai 68 ?

C'est la question que nous avons posée aux gardiens de la paix, brigadiers, pompiers, commissaires, administratifs, préfets ou directeurs, à l'œuvre à la préfecture de police en cet explosif printemps...

Mai 68 : un soulèvement historique ? Une grande récréation ? Le réveil d'une nouvelle société ? Une révolution de salon ? Liquidier, ou revendiquer ? Pour la préfecture de police et ceux qui l'incarnent, sur le pavé, sous les casques ou derrière les hauts murs du boulevard du Palais, c'est avant tout une histoire de métiers, de techniques de police et de pratiques institutionnelles rudement mises à l'épreuve.

Ici nous ne posons pas la question du sens, de la genèse ou de l'héritage de ces « événements », dont bien d'autres ont déjà pris en charge l'analyse et le commentaire.

Paroles et voix, c'est ce que nous retiendrons de ce temps d'épreuve pour les hommes et femmes de la préfecture de police, engagés dans une expérience professionnelle dont nous avons souhaité retranscrire les précieux souvenirs. Pour eux, mais aussi pour qu'en cette période de célébration médiatique aucune voix ne soit oubliée.

Pour rendre raison de ce que fut, pour les « forces de l'ordre », le tumulte et souvent la violence de ces manifestations, nous avons aussi souhaité publier quelques-uns des documents et photographies du très riche fonds d'archives de la préfecture de police.

De l'autre côté des barricades, images et témoignages de ceux qui, selon les mots de Maurice Grimaud, préfet de police, n'ont « jamais délibérément franchi la ligne rouge ».

RENCONTRE AVEC LE PRÉFET GRIMAUD

Lettre adressée par Maurice Grimaud aux policiers de la préfecture de police le 29 mai 68

LE PREFET DE POLICE

Paris, le 29 mai 1968

Je m'adresse aujourd'hui à toute la Maison : aux gardiens comme aux gradés, aux officiers comme aux patrons, et je veux leur parler d'un sujet que nous n'avons pas le droit de passer sous silence : c'est celui des excès dans l'emploi de la force.

Si nous ne nous expliquons pas très clairement et très franchement sur ce point, nous gagnerons peut-être la bataille dans la rue, mais nous perdrons quelque chose de beaucoup plus précieux et à quoi vous tenez comme moi : c'est notre réputation.

Je sais pour en avoir parlé avec beaucoup d'entre vous que, dans votre immense majorité, vous condamnez certaines méthodes. Je sais aussi, et vous le savez avec moi, que des faits se sont produits que personne ne peut accepter.

Bien entendu, il est déplorable que, trop souvent, la presse fasse le procès de la police en citant ces faits séparés de leur contexte et ne dise pas, dans le même temps, tout ce que la même police a subi d'outrages et de coups en gardant son calme et en faisant simplement son devoir.

Je suis allé toutes les fois que je l'ai pu au chevet de nos blessés, et c'est en témoin que je pourrais dire la sauvagerie de certaines agressions qui vont du pavé lancé de plein fouet sur une troupe immobile, jusqu'au jet de produits chimiques destinés à aveugler ou à brûler gravement.

Tout cela est tristement vrai et chacun de nous en a eu connaissance.

C'est pour cela que je comprends que lorsque des hommes ainsi assaillis pendant de longs moments reçoivent l'ordre de dégager la rue, leur action soit souvent violente. Mais là où nous devons bien être tous d'accord, c'est que, passé le choc inévitable du contact avec des manifestants agressifs qu'il s'agit de repousser, les hommes d'ordre que vous être doivent aussitôt reprendre toute leur maîtrise.

Frapper un manifestant tombé à terre, c'est se frapper soi-même en apparaissant sous un jour qui atteint toute la fonction policière. Il est encore plus grave de frapper des manifestants après arrestation et lorsqu'ils sont conduits dans des locaux de police pour y être interrogés.

./.

Je sais que ce que dis là sera mal interprété par certains, mais je sais que j'ai raison et qu'au fond de vous-mêmes vous le reconnaissez.

Si je parle ainsi, c'est parce que je suis solidaire de vous. Je l'ai dit déjà et je le répéterai : tout ce que fait la police parisienne me concerne et je ne me séparerai pas d'elle dans les responsabilités.

C'est pour cela qu'il faut que nous soyons également tous solidaires dans l'application des directives que je rappelle aujourd'hui et dont dépend, j'en suis convaincu, l'avenir de la Préfecture de Police.

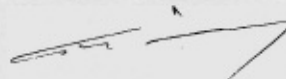
Dites-vous bien et répétez-le autour de vous : toutes les fois qu'une violence illégitime est commise contre un manifestant, ce sont des dizaines de ses camarades qui souhaitent le venger. Cette escalade n'a pas de limites.

Dites-vous aussi que lorsque vous donnez la preuve de votre sang-froid et de votre courage, ceux qui sont en face de vous sont obligés de vous admirer même s'ils ne le disent pas.

Nous nous souviendrons, pour terminer, qu'être policier n'est pas un métier comme les autres ; quand on l'a choisi, on en a accepté les dures exigences mais aussi la grandeur.

Je sais les épreuves que connaissent beaucoup d'entre vous. Je sais votre amertume devant les réflexions désobligeantes ou les brimades qui s'adressent à vous ou à votre famille, mais la seule façon de redresser cet état d'esprit déplorable d'une partie de la population, c'est de vous montrer constamment sous votre vrai visage et de faire une guerre impitoyable à tous ceux, heureusement très peu nombreux, qui par leurs actes inconsidérés accrédiateraient précisément cette image déplaisante que l'on cherche à donner de nous.

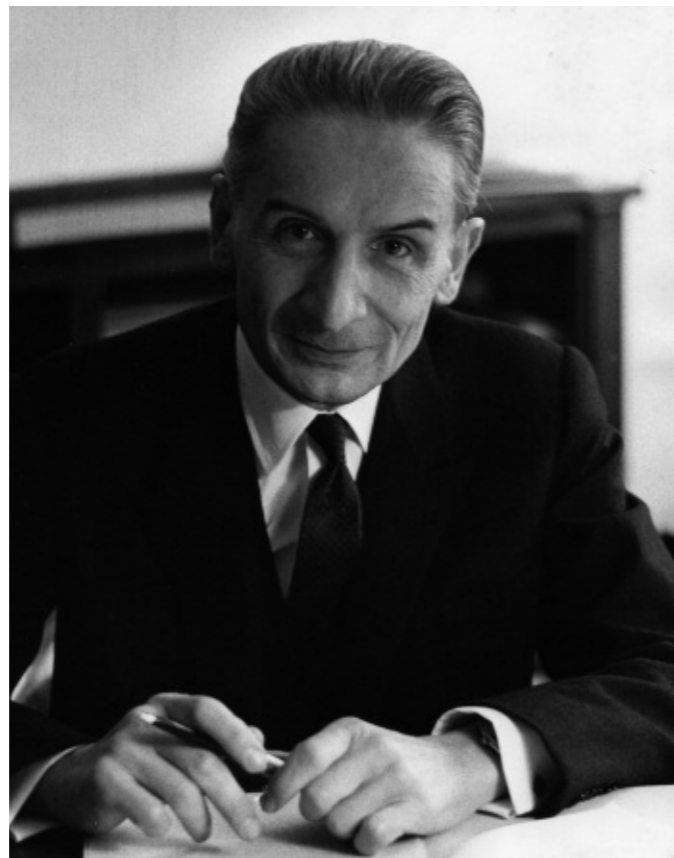
Je vous redis toute ma confiance et toute mon admiration pour vous avoir vus à l'oeuvre pendant vingt-cinq journées exceptionnelles, et je sais que les hommes de coeur que vous êtes me soutiendront totalement dans ce que j'entreprends et qui n'a d'autre but que de défendre la police dans son honneur et devant la Nation.



Maurice GRIMAUD

Interview, Maurice Grimaud, préfet de police en Mai 68

« L'expérience vécue dans de durs affrontements vaut tous les enseignements des temps calmes »



Dans votre ouvrage « *En mai, fais ce qu'il te plaît* », vous dites avoir disposé d'une certaine liberté dans la gestion des événements. De quelle latitude avez-vous bénéficié, notamment par rapport au gouvernement ?

Dans les dix premiers jours de mai, en l'absence du Premier ministre, M. Pompidou, en visite officielle en Afghanistan, il y eut un réel flottement de l'appareil gouvernemental avec un Premier ministre intérimaire, M. Louis Joxe, qui ne pouvait avoir la pleine autorité du titulaire de cette fonction capitale et qui hésita plus d'une fois sur la bonne réponse à apporter à ces événements. Le ministre de l'Intérieur, Christian Fouchet, était de son côté relativement novice dans ses fonctions et n'avait pas la forte expérience de son prédécesseur, Roger Frey. Cela nous conduisit, mes collaborateurs et moi, à prendre les responsabilités qu'exigeaient les circonstances.

Quels ont été vos rapports avec M. Pompidou pendant les événements ?

A son retour, le 11 mai, M. Pompidou prit la juste mesure des périls et décida de centraliser entre ses mains les moyens d'y faire face. Je n'eus aucun mal à adapter ma conduite à sa politique qui associa toujours la recherche des solutions pacifiques à la nécessaire fermeté. M. Pompidou souhaitait que nous recherchions toutes les occasions de contact avec des éléments raisonnables tels que les syndicats ou, le cas échéant, les meneurs du mouvement étudiant. Je me suis donc trouvé très à l'aise dans cette configuration gouvernementale. M. Pompidou, lui-même, faisait l'objet de critiques d'une partie de sa majorité qui regrettait les méthodes plus « musclées » de mon prédécesseur. Mais le Premier ministre a toujours tenu le cap dans un sens de fermeté et de modération, ce qui correspondait parfaitement à ma vision de la gestion des événements. De son côté, il me fit suffisamment confiance pour que j'aie la marge de décision qui est indispensable à celui qui a la responsabilité directe des opérations.

Sur le terrain, comment s'est traduite cette « marge de décision » ?

Un exemple : Charléty. On était le 27 mai, au lendemain des journées les plus difficiles de Mai 68, celles des 22, 23 et 24 mai, qui avaient connu un paroxysme de violence et où, pour la première fois, je me suis trouvé vraiment embarrassé. M. Pompidou, à la demande du Général de Gaulle, avait déclaré solennellement que « tout rassemblement serait dorénavant dispersé avec la plus grande énergie ». Or l'UNEF, le SNESUP et la CFDT, qui avaient prévu un meeting au stade Charléty, entendaient le faire précéder d'un défilé des Gobelins à la Cité Universitaire. Je n'étais pas partisan de l'interdire, mesure qui, au lendemain de ces journées explosives, aurait certainement suscité des réactions violentes alors que les contacts que j'avais fait prendre avec les organisateurs par MM. Gaveau et Laurent, respectivement chefs du district et de l'arrondissement concernés, montraient que ceux-ci étaient fermement décidés à maintenir un ordre strict dans ce défilé et avaient les moyens d'empêcher tout débordement. Malgré sa déclaration, le Premier ministre se rallia à mes arguments de bon sens et tout se passa bien...

« 43 morts en 1967 à Détroit, 200 à Mexico en 1968. On n'imagine pas cela à Paris ! Pourquoi ? Parce que dans ces pays, il n'y avait pas une police formée au maintien de l'ordre »

L'évacuation de l'Odéon à la mi-juin est un autre exemple de la petite marge dont dispose un préfet de police. Je me suis rendu sur place pour m'assurer que les choses se passeraient calmement. L'Odéon servait alors de refuge aux Katangais, un groupe soupçonné de disposer d'armes – ce qui ne s'est heureusement pas avéré

– et qui avait été chassé de la Sorbonne par les étudiants. Le théâtre abritait également une foule très hétéroclite d'occupants. Pour que l'évacuation se passe au mieux, j'avais demandé à M. Fernet, directeur de la police judiciaire, d'aller prendre contact avec les responsables et de leur faire passer le message que si tout le monde sortait sagement et rapidement, je ne ferais pas faire de contrôle d'identité. C'était ce qu'ils redoutaient le plus. J'ai alors reçu un ordre de M. Marcellin, nommé ministre de l'Intérieur depuis le 31 mai, de faire le maximum de contrôles d'identité. Je lui ai fait savoir que cela était impossible car j'avais donné ma parole. Vous voyez donc qu'un préfet peut, respectueusement, conserver tout de même une marge d'indépendance.

La première nuit des barricades, du 10 au 11 mai, a pris l'allure d'une guérilla urbaine sans précédent. Beaucoup ont dénoncé une brutale répression policière. Qu'avez-vous répondu à ces critiques ?

La meilleure réponse fut donnée par la presse française et étrangère unanime qui, tout en relatant la violence des affrontements, qualifia de miraculeuse leur issue sans mort. J'ai souvent cité le propos d'un bon et sévère observateur, Pierre Vianson-Ponté, grand journaliste du *Monde*, qui après avoir relevé ce qu'il appelait les « brutalités policières » (oubliant un peu celles commises de l'autre côté) concluait : « On est heureusement resté loin, à Paris, du style de répression des polices japonaise, américaine, mexicaine qui n'ont pas hésité dans certains cas à ouvrir le feu et même sur les campus, face à une horde aux mains nues. »



Maurice Grimaud, avril 2008.

Rappelez-vous que Mai 68 n'était pas une particularité française : de San Francisco à Pékin, en passant par Prague, la répression policière, voire militaire, laissait des morts sur le terrain : 43 morts en 1967 sur les campus de Détroit ; 26 morts sur ceux de New York ; 200 morts étudiants à Mexico sur la place des Trois Cultures, en juillet 68 ! On n'imagine pas cela à Paris ! Pourquoi ? Parce que dans ces pays, il n'y avait pas une police formée au maintien de l'ordre.

Si la presse avait parfois tendance à mettre en avant des photographies de policiers matraquant des étudiants, c'est qu'elle privilégiait logiquement les images les plus spectaculaires. Mais les adversaires n'étaient pas innocents. Dans cette nuit du

10 mai, nous avons eu beaucoup de blessés graves et j'ai notamment le souvenir du plus sérieux d'entre eux, le commandant Journiac, qui dirigeait une compagnie de CRS participant au dégagement des nombreuses barricades enflammées de la rue Gay-Lussac. Il avait été touché par un très lourd projectile jeté d'un immeuble. Malgré son casque, il souffrait d'une fracture du crâne avec perte de matière cérébrale. J'étais allé le voir à l'hôpital. Le diagnostic des médecins était très réservé. Il est mort un an après des suites de ses blessures... C'est dire que les violences étaient très partagées.

A propos de la violence, on a souvent cité la lettre ⁽¹⁾ que vous aviez adressée personnellement aux 25 000 policiers parisiens pour leur rappeler la nécessaire maîtrise dont ils devaient faire preuve dans ces affrontements. Comment cette lettre a-t-elle été ressentie par ses destinataires ?

Elle a certainement suscité des critiques chez certains, j'en ai eu quelques échos, mais je savais avoir, dans ce rappel des règles de bonne conduite des forces de l'ordre, le plein appui de la majorité de la hiérarchie, soucieuse de ne pas voir renaître les débordements de la nuit du 17 octobre 1961, ainsi que celui du principal syndicat des gardiens et gradés, le SGP. Le secrétaire général de ce syndicat, Gérard Monate, est venu me voir le 29 mai pour me dire que, lui aussi, craignait une résurgence des violences. Après son départ, j'ai dicté à ma secrétaire cette lettre que j'ai voulue aussi équilibrée que possible. Je voyais bien combien la tâche des policiers était difficile, combien ils ressentaient péniblement les injures, les accusations de brutalité. Mais je leur disais également que leur fonction de policier exigeait une tenue exemplaire. Ce n'était pas facile mais c'était le sens de ma lettre. Je n'ai pas ressenti de sentiment de rejet chez la majorité des fonctionnaires de police. C'est plutôt du côté du gouvernement que l'on a redouté les effets de ma lettre sur le moral des troupes.



Au début du mois de mai, les effectifs, qu'il s'agisse des policiers de la préfecture de police, des CRS ou des gardes mobiles, avaient pour instruction d'attendre de longues heures avant d'intervenir sur les barricades. A quel moment avez-vous modifié la tactique jusque là utilisée en dispersant les manifestants et en éliminant les barricades aussi rapidement que possible ?

La tactique dans de tels affrontements est toute d'improvisation et d'adaptation à des situations par définition changeantes. Les longues attentes sont l'une des choses les plus désagréables dans les services de police, surtout quand on est face à de jeunes adversaires qui vous injurient avec une grande richesse de vocabulaire et qui vous jettent différents projectiles alors qu'on est tenu de rester immobile. L'exemple le plus frappant de la nécessité et des inconvénients de ces longues attentes est la première nuit des barricades, le 10 mai, où le ministre m'avait demandé d'attendre la fin de discussions en cours de deux membres du gouvernement avec des médiateurs universitaires, avant toute intervention de nos forces. J'étais d'ailleurs soucieux moi-même d'attendre le départ, avec le dernier métro, des plus jeunes manifestants. Cela facilita l'édification de dizaines de barricades plus ou moins importantes, dans tout le Quartier latin. Aurions-nous pu faire, en attendant l'ordre d'intervention, quelques opérations limitées pour dégager certaines rues de ces obstacles ? Sans doute, mais je ne voulais rien faire qui puisse contrarier les « médiations » en cours.

Maurice Grimaud

1913 : naissance à Annonay (Ardèche).

1948-1949 : conseiller de l'Organisation internationale des Réfugiés (OIR) à Genève.

1954 : conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur, François Mitterrand.

1955-1963 : préfet (Landes, Savoie puis Loire).

1962-1966 : directeur général de la sûreté nationale.

1967-1971 : préfet de police.

1971-1975 : directeur de l'aviation civile.

1981-1984 : directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur, Gaston Deferre.

1986-1992 : délégué général du médiateur de la République.

Je fus moins « discipliné » par la suite. Fin mai, les opérations furent plus rapides. L'expérience et le vécu de rudes combats urbains fait faire plus de progrès aux états-majors que des années d'exercices fictifs. C'est vrai à la guerre comme dans le maintien de l'ordre. La leçon de Mai 68, c'est que la police doit s'adapter à des situations mouvantes. Après plusieurs semaines, aux alentours du 23 mai, j'étais très satisfait de voir la rapidité avec laquelle les commissaires réussissaient à mener des petits groupes, pas trop petits car il ne fallait pas risquer qu'ils soient cernés et obligés de tirer, mais des petits groupes mobiles obtenant de bons résultats.

Ces expériences de petits groupes mobiles, pensez-vous qu'il aurait été possible de les généraliser en créant des « chevaux légers », c'est-à-dire des unités beaucoup plus fractionnées, disponibles et mobilisables ?

Nous étions très réticents vis-à-vis de cette formule parce que l'expérience montrait que c'était dangereux. Une unité trop petite peut être prise à partie, encerclée par une foule nombreuse et n'avoir pas d'autre moyen pour se dégager que l'usage de ses armes. C'est ce qu'il fallait éviter en Mai 68. Nous avons, en revanche, constamment recherché une plus grande mobilité. Ce ne fut pas seulement une affaire de technique (transmission, décentralisation du commandement), mais aussi de sélection des meilleurs « patrons », ceux qui avaient fait leurs preuves sur le terrain. Comme je le rappelais plus haut, l'expérience vécue dans de durs affrontements vaut tous les enseignements des temps calmes. C'est vrai pour la tactique comme pour le choix des hommes.

Il semble que vous ayez tenu à dialoguer avec les étudiants et leurs leaders tout au long des événements. Qu'en est-il ?

Ces dialogues relèvent des légendes de Mai 68. Je n'ai eu ni Daniel Cohn Bendit, ni Geismar, ni leurs amis au téléphone. Je les aurais assurément pris s'ils m'avaient appelé, comme nous faisons, mes collaborateurs et moi, avec tous les intercesseurs de bonne volonté qui recherchaient

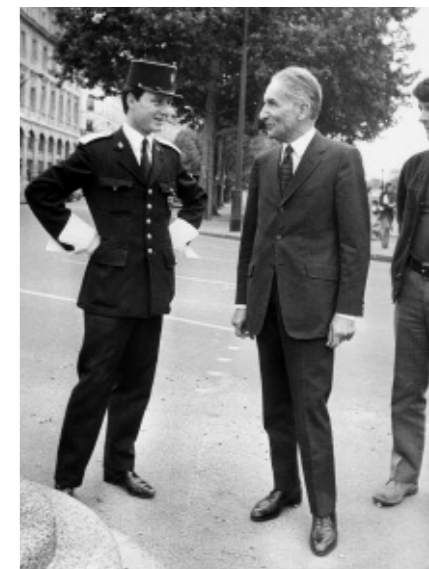
l'apaisement. J'en cite, dans mon livre *« En mai, fais ce qu'il te plaît »*, d'assez drôles reçus par Jean Paolini. J'eus moi-même un contact plutôt inattendu avec un dirigeant syndical à la veille du grand défilé unitaire du 13 mai, sur le choix de l'itinéraire (boulevard du Palais ou devant l'Hôtel de Ville). La liberté de nos propos l'encouragea même à me demander si nous ne pouvions pas leur prêter quelques mégaphones pour mieux diffuser leurs mots d'ordre. Nous n'allâmes pas jusque-là ! Quant aux commissaires, ils avaient la plus grande latitude pour prendre tous les contacts qu'ils jugeaient utiles sur place. C'était d'ailleurs dans la tradition des services d'ordre de la PP et c'était bien utile dans de tels contextes.

« J'ai été et suis resté marqué par mon expérience personnelle du 6 février 1934 à Paris. »

Les commissaires n'ont donc jamais cessé de parler avec les organisateurs étudiants et ceux-ci venaient vers eux également. Dans les rapports que je lisais avec soin, notamment après les difficiles journées des 3, 6 et 8 mai, je voyais très souvent que les responsables policiers de terrain avaient été abordés par des leaders étudiants qui leur disaient : on ne tient plus nos « troupes », on est débordé... Ils venaient, en quelque sorte, demander conseil. Cela atténue l'image d'une guerre ouverte. De part et d'autre, il y a donc toujours eu des contacts. Et du côté des « révolutionnaires », il y a toujours eu des esprits assez sages pour se rendre compte qu'on ne pouvait pas aller à un affrontement total avec les risques que cela faisait courir.

Vous vous rendiez souvent sur le terrain, dans des circonstances parfois inattendues. Pourquoi ?

Je n'allais pas sur place pour « prendre des contacts », même s'il y en eut de fortuits, mais avec deux motivations : me rendre compte par moi-même de la façon dont les choses se passaient et mesurer le moral de la troupe. Je ne voulais pas être enfermé dans une citadelle quand tout se passe à l'extérieur. Bien sûr, le préfet de police est parfaitement et instantanément informé de tous les événements. A côté de lui, son chef d'état-major qui est le directeur de cabinet dispose de nombreux moyens de renseignement. Il y a un équilibre à trouver entre la présence nécessaire à son bureau et la possibilité d'aller se renseigner.







Quelques escapades solitaires, sans chauffeur, ni garde du corps, et des entretiens improvisés avec les personnels en service nocturne, m'éclairaient plus sur leurs états d'âme que tous les rapports administratifs. J'avais ainsi trouvé un petit truc qui évitait les inconvénients : je filais en voiture, dans une simple Renault 4 qui faisait partie des véhicules utilitaires. Cela me permettait de me faufiler vers les bivouacs nocturnes des gardiens et de parler avec eux simplement et directement. Ils me disaient combien ils subissaient désagréablement les insultes, les accusations de violence. Ils m'expliquaient comment leurs femmes, qui avaient eu les meilleures relations jusque là avec le voisinage, se retrouvaient tout à coup rejetées, comment leurs enfants pouvaient être la cible d'insultes...

Quelles sont selon vous les spécificités de la préfecture de police, en termes d'organisation et d'expertise, qui expliquent en partie sa capacité à gérer les événements de mai et juin 68 ?

D'abord l'ancienneté de l'institution (1667), ressuscitée plus que créée par Bonaparte après les expériences désastreuses de la Révolution. La préfecture a ainsi acquis une expérience sans équivalent des troubles à l'ordre public dans la capitale la plus remuante d'Europe et qui détient ainsi le record absolu des révolutions du XIX^{ème} siècle. Autre facteur précieux, la bonne transmission du savoir : le recrutement, essentiellement parisien à l'époque, faisait de la majorité des fonctionnaires des fils ou proches de policiers. A titre d'exemple, plusieurs de nos commissaires sont des fils de gardiens ou de brigadiers... Cette mémoire est précieuse et forge une expérience collective qui fait que l'institution ne se laisse pas facilement impressionner par un nouveau style de manifestation ! Une des conséquences de ce recrutement très parisien, c'est également une précieuse familiarité avec le terrain, particulièrement utile dans ce type d'émeute urbaine. Il faut aussi souligner l'efficacité de l'organisation. Il existe un système hiérarchique strict avec des responsabilités parfaitement définies. Le commissaire y joue un rôle clé : il coordonne l'ensemble des troupes et les renforts qu'il reçoit en pareille situation (CRS et gendarmes mobiles). Il est toujours aux avant-postes lorsque les interventions sont nécessaires, s'avancant en premier en uniforme. C'est déterminant pour le moral de la troupe.

C'est la combinaison de ces différents éléments qui explique la bonne maîtrise des événements par la préfecture de police. C'est ce qui sans doute a fait défaut à des pays démocratiques comme les Etats-Unis.

Comment collaboriez-vous avec le ministère des armées pour obtenir des renforts d'escadrons de gendarmes mobiles et avec le ministère de l'Intérieur pour mobiliser des CRS ? Comment cela se passait-il sur le terrain ?

Du côté du ministère de l'Intérieur, il y eut parfois des arbitrages difficiles à faire entre les exigences de l'ordre à Paris et les demandes, souvent très justifiées, des préfets de province aux prises, eux aussi, avec de sérieuses menaces. En ce qui concerne le travail de terrain, j'avais été le « patron » des CRS pendant quatre ans, donc je connaissais bien les effectifs. Je connaissais presque tous les commandants de compagnies. Ils ont donc pris et exécuté les ordres sans aucun problème.

Du côté de la gendarmerie, ça aurait pu être plus délicat, mais ce ne fut pas le cas. Je connaissais personnellement et bien avant les événements, Jean-Claude Perier, le directeur de la gendarmerie : nous étions « compatriotes » ardéchois. Mon principal interlocuteur pendant les événements fut son adjoint, le général Demettré, avec qui j'eus de bout en bout d'excellents rapports, directs et confiants. L'entente fut sans faille de part et d'autre, alors que la direction de la Gendarmerie devait faire face à de nombreux problèmes sur son terrain naturel, la province.

Le général Demettré avait parfaitement compris que c'était d'abord à Paris que se jouait la partie... C'était précieux et même indispensable. La durée particulièrement longue des événements a également permis que ces unités qui n'étaient pas du tout familières avec Paris apprennent, au bout de quelques semaines, à très bien connaître le terrain de la capitale.

Vous est-il arrivé d'avoir peur pendant Mai 68 ?

Vous répondre « bien sûr que non » serait prétentieux. Je n'eus cependant jamais peur de voir les « révolutionnaires » prendre d'assaut la citadelle que représente la préfecture de police : nous nous sentions à l'abri derrière ses hauts murs ! Il en va de même pour l'Elysée ou Matignon. La disproportion entre nos moyens et ceux des manifestants écartait ce genre de crainte. Je redoutais davantage d'avoir à recourir à des méthodes extrêmes en cas de débordement et de défaillance de nos moyens

« Il ne faut pas oublier que c'était également l'époque des Beatles et de Joan Baez et que sur les barricades, on n'entendait pas que l'Internationale ! »

« ordinaires ». Surtout, j'avais la crainte obsessionnelle qu'une de ces affaires se termine mal, soit par un tir criminel et provocateur du côté des manifestants, soit par une riposte non contrôlée de la part de la police. Je rappellerais à cet égard combien j'ai été et suis resté marqué par mon expérience personnelle du 6 février 1934 à Paris. Les ligues fascistes avaient tenté de renverser le gouvernement en marchant sur l'Assemblée Nationale. Un tir incontrôlé

et d'origine inconnue, venant de la rive droite des Tuileries en direction de la chambre des députés, a alors tout déclenché et provoqué la riposte spontanée des gardes mobiles, laissant quatorze morts sur le pavé...

Ma crainte était partagée par nos « adversaires » de Mai 68. Certes, ils étaient là pour tout bouleverser, mais, comme ils l'ont dit et répété après les événements, ils ont toujours considéré qu'il n'était pas admissible de tirer au risque de tuer.

Ce type de situation extrême mise à part, gardez-vous en mémoire un épisode particulièrement délicat ?

Mon plus mauvais souvenir reste la soirée du 24 mai : on en était au troisième jour de grandes violences, nous avions à faire face à deux « champs de bataille » :

le Quartier latin et la gare de Lyon. Certaines unités étaient sur le terrain au-delà de tous les horaires acceptables et nous ne disposions pas de réserves. Je dus prendre, avec l'accord du Premier ministre, la décision difficile de renoncer à poursuivre les commandos qui galo-paient sur la rive droite et étaient à l'origine de l'incendie de la Bourse de Paris, pour concentrer toutes nos forces sur le point le plus immédiatement menaçant, le Quartier latin. On put craindre, dans cette période difficile, que n'apparaissent des tentations d'indiscipline. Le gouvernement eut la sagesse d'y répondre en satisfaisant largement les revendications de carrière et de traitement présentées par les syndicats de police, comme il devait faire quelques jours plus tard avec les syndicats ouvriers à Grenelle.



Quel était l'état d'esprit de vos proches collaborateurs ?

J'ai eu la chance d'avoir autour de moi une équipe remarquable dont les noms sont connus : Jean Paolini ⁽²⁾, mon directeur de cabinet, qui a été ensuite deux fois préfet de police, et Claude Bussière ⁽³⁾, mon directeur adjoint de cabinet, qui a ensuite effectué une brillante carrière préfectorale. Ce dernier m'a d'ailleurs suivi au cabinet de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur en 1981. C'était une équipe totalement solidaire que j'avais choisie moi-même. Les décisions étaient prises de manière concertée.

Je ne pense pas qu'il y avait chez eux un sentiment de peur. Je dirais même que nous avons vécu de très joyeux moments. Si je fais le recensement des journées dramatiques de Mai 68, je n'en trouve que neuf. Elles ont été certes intenses, mais durant les six semaines des événements, nous étions aussi très attentifs à l'air du temps. Il ne faut pas oublier que c'était également l'époque des Beatles et de Joan Baez et que sur les barricades, on n'entendait pas que l'Internationale !

L'expérience de Mai 68 a-t-elle modifié votre mode de « pilotage » de la préfecture de police par la suite ?

Ce fut évidemment pour moi une expérience riche en enseignements. Elle m'apporta surtout le sentiment très porteur d'avoir fait corps plus étroitement avec la « Maison » dont je n'avais pris la charge qu'un peu plus d'un an auparavant. Je pense que ce sentiment était partagé.



Dans votre livre « En mai, fais ce qu'il te plaît », vous expliquez avoir compris, en Mai 68, que « les révolutions comme les guerres étaient gagnées par ceux qui savent dormir ». Vous n'avez sans doute pas pu beaucoup dormir pendant les événements...

C'est effectivement une leçon que j'ai retenue. Cela m'a fait penser à la chance qu'avait Bonaparte de ne pouvoir dormir qu'une demi-heure avant Iéna ou Wagram...

Les premiers jours, nous nous sommes laissés prendre au piège : il se passait tellement de choses ! Nous étions tous restés sur place jusqu'à la fin de la nuit. Le lendemain, nous étions à ramasser à la cuillère tandis que nos jeunes « galopins », qui avaient passé la nuit à ériger des barricades, trouvaient refuge dans le voisinage et couchaient sur place puis se réveillaient vers trois ou quatre heures de l'après-midi pour reprendre le combat. Pour ma part, j'avais dû me réveiller à sept heures du matin pour préparer ma conférence de presse quotidienne, à laquelle assistaient plusieurs dizaines de journalistes.

Nous avons rapidement constaté que c'était intenable et nous nous sommes répartis les heures de sommeil avec Jean Paolini et Claude Bussière. Nous faisons en quelque sorte des « quarts » et je dois dire que Jean Paolini en faisait un peu plus que moi !

La salle de commandement est le centre névralgique de gestion des événements de voie publique. Pouvez-vous nous décrire son fonctionnement ?

Il faut d'abord souligner le rôle essentiel du chef de salle. Le directeur de la police municipale, M. Friederich à l'époque, assistait bien entendu aux événements depuis ce PC de bout en bout, mais il n'intervenait pas directement. C'est le chef de salle qui était aux commandes. Il s'agit d'un commissaire rompu aux problèmes de maintien de l'ordre. Il est essentiel que ce soit toujours le même chef de salle qui pilote les forces de l'ordre pendant une manifestation, quelle que soit la durée de celle-ci. Il ne peut effectivement passer le relais car c'est lui qui a en tête toute la mémoire du dispositif et sait exactement où sont positionnées les unités, lesquelles sont éreintées et lesquelles sont plus fraîches, etc. Je pense notamment à l'action de M. Badin⁽⁴⁾ qui était capable d'enchaîner de longues heures de commandement à la salle, tout en conservant une précieuse lucidité, une parfaite clarté d'élocution et, le cas échéant, un certain humour.

Vous est-il arrivé d'intervenir directement dans la gestion d'une manifestation ?

C'est une question de tempérament. Je crois que mon prédécesseur, Maurice Papon, s'installait volontiers dans la salle de commandement où une place est réservée au préfet de police. Pour ma part, j'y suis allé plusieurs fois mais je considérais que diriger un service d'ordre était l'affaire des spécialistes, infiniment plus compétents que moi qui n'y étais pas du tout formé. J'ai eu le tort d'intervenir une fois dans la délicate gestion d'une manifestation en négociant directement un itinéraire avec les responsables d'un cortège. Ceux-ci se sont fait déborder par certains des leurs qui ont alors tenté de traverser la Seine pour rejoindre les Champs-Élysées. Nous avions prévu cela et protégé les ponts les plus proches, notamment le pont Alexandre III. Avec leur agilité incomparable, les manifestants ont filé vers le pont de la Concorde qui était le moins gardé, y ont bousculé le petit service d'ordre qui le protégeait et ont pu déboucher sur les Champs-Élysées. Ce fut un grand scandale ! J'avais ma part de responsabilité en ayant autorisé le départ vers Montparnasse. L'autre erreur était de ne pas avoir suffisamment protégé les ponts, mais vous savez qu'il y a beaucoup de ponts à Paris...

Nous avons jusqu'ici exclusivement évoqué les services de police de la PP. Quel souvenir gardez-vous de l'action de ses services administratifs durant ces six semaines ?

Les services administratifs étaient bien sûr gravement perturbés. Parmi eux, les services techniques connaissaient un pic d'activité parce qu'on avait à tout moment besoin de réparer les matériels et de renouveler les stocks de munitions. Un autre service était tout particulièrement occupé, c'était le laboratoire de la PP : on nous a accusés d'utiliser les gaz de combat dont se servait l'armée américaine au Vietnam. C'était évidemment une rumeur grotesque mais il a fallu que je fasse analyser les gaz pour établir qu'ils étaient parfaitement inoffensifs... en dehors de faire pleurer ceux qui en inhalaient.

Nous nous sommes même posé la question d'utiliser les effectifs de la formation musicale de la PP, mais nous y avons rapidement renoncé : elle était essentiellement composée de musiciens ayant obtenu un prix de conservatoire et qui n'avaient vraiment aucune connaissance du terrain.

Quelles leçons ont été tirées de Mai 68 en termes de maintien de l'ordre ?

Du point de vue technique, il s'agit de l'amélioration des liaisons radio avec les unités en action et la décentralisation du commandement. Au fur et à mesure de l'avancée des événements, il a été possible d'assouplir les dispositifs mis en place et de laisser de véritables initiatives aux commissaires, ce dont ils ont fait utilement preuve dans les journées qui ont suivi le 24 mai. Des progrès ont été également réalisés dans le domaine des matériels. Nous avons à la fin de mai des véhicules de dégagement des barricades plus légers et plus mobiles que les énormes bulldozers que nous avons utilisés sur le boulevard Saint-Michel et qui



Départ de la PP, 1971.

avaient d'ailleurs été l'objet d'attaques de tous côtés. Enfin, l'utilité d'une formation continue des cadres est apparue évidente. Du point de vue de la communication, l'expérience nous indiquait la nécessité d'entretenir des rapports constants et honnêtes avec les médias. La recherche systématique du contact avec les éléments les plus raisonnables avant le début de la manifestation est également une leçon capitale.

Si vous ne deviez garder qu'une image de Mai 68 ?

Le bonheur d'un travail en équipe sans faille.

Retrouvez l'intégralité de la vidéo de cet entretien sur www.prefecture-police-paris.interieur.gouv.fr

⁽¹⁾ Voir reproduction de cette lettre, pages 6-7 ⁽²⁾ Voir interview pages 88-89 ⁽³⁾ Voir interview pages 90-91 ⁽⁴⁾ Voir interview page 97

Extraits du numéro de Liaisons paru en septembre 1968

LIAISONS

REVUE MENSUELLE D'INFORMATION ET DE RELATIONS PUBLIQUES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE



Chronologie des manifestations violentes de mai et juin 1968

- vendredi 3 mai :

Un meeting se tient dans la cour de la Sorbonne ; les participants se livrent bientôt à diverses déprédations. Sur réquisition du Recteur, les forces de l'ordre interviennent alors, pour procéder à l'évacuation des locaux de la Faculté.

A la suite de cette opération, des manifestations prolongées se produisent dans le Quartier Latin, notamment boulevard Saint-Michel et rue du Four, au carrefour Saint-Germain - Saint-Michel, et place Edmond-Rostand.

- lundi 6 mai :

A l'appel de l'U.N.E.F., les étudiants se rassemblent, dès 9 heures, aux alentours de la Sorbonne pour protester contre la comparution de plusieurs de leurs camarades devant le Conseil de l'Université. A 15 heures, l'agitation prend de l'ampleur ; les manifestants sont alors au nombre d'environ 6.000. Des heurts violents se produisent avec le service d'ordre et vont se poursuivre jusqu'à une heure avancée de la nuit, tant au Quartier Latin que dans les quartiers avoisinants.

Les dégâts sont importants et les blessés nombreux de part et d'autre.

- mardi 7 mai :

Un cortège d'une dizaine de milliers de personnes, parti de la place Denfert-Rochereau, parcourt diverses artères de la capitale, puis revient à la périphérie du Quartier Latin et à partir de minuit, des affrontements sporadiques ont lieu avec les forces de police et des éléments qui tentent d'atteindre la Sorbonne.

- vendredi 10 mai et matinée du samedi 11 mai :

Vers 18 heures 30, des manifestants, lycéens et étudiants, obéissant à un mot d'ordre lancé conjointement par le « Mouvement du 22 mars » et les « Comités d'Action Lycéens », et qui sont alors au nombre de 12.000, parviennent, par différents itinéraires, à se regrouper boulevard Saint-Germain, et remontent le boulevard Saint-Michel jusqu'à la rue Auguste-Comte. Dans la soirée, 2 à 3.000 irréductibles dépaient les chaussées et dressent des barricades. Les chocs sont très violents quand les forces de police reçoivent l'ordre, à 2 heures, de réduire ces barricades. A 6 heures du matin le calme est rétabli, au prix de très nombreux blessés, et les déprédations sont considérables.

- nuits des 22, 23 et 24 mai :

On assiste à une nouvelle escalade de violences dans la rue. Le 22 mai, en fin de soirée, après que les 7.000 manifestants qui s'étaient réunis vers 19 heures place Saint-Michel et avaient défilé dans les rues des 5^e, 6^e et 7^e arrondissements, eurent commencé à se disperser, deux regroupements s'effectuent place Saint-Michel et place du Panthéon, et des heurts se produisent. La situation redevient normale à 5 heures 45.

Le 23 mai, plusieurs milliers de manifestants, réunis place Saint-Michel sur les mêmes mots d'ordre que la veille, déclenchent des bagarres dès 19 heures.

De nouvelles barricades sont élevées, et les affrontements ne cessent que vers 4 heures 30.

Le vendredi 24 mai, une nouvelle manifestation, partie de la Gare de l'Est, se disperse dans plusieurs quartiers de la Capitale : sur la rive droite, des barricades sont dressées, de nombreux incendies allumés (en particulier à la Bourse des Valeurs). Plus tard l'agitation se transporte au Quartier Latin où elle gagne en violence : barricades, attaque du commissariat du 5^e arrondissement, dépavage des rues, incendie de véhicules, de kiosques à journaux, etc... Le calme commence à revenir vers 5 heures du matin.

- lundi 10 juin :

Une manifestation se déclenche au Quartier Latin, à la suite d'un mot d'ordre lancé vers 23 heures. Les mêmes scènes se produisent à nouveau : des barricades sont édifiées, de nombreux incendies allumés (plusieurs voitures notamment sont incendiées devant le poste de police central du 5^e arrondissement).

- mardi 11 juin :

Plusieurs milliers de personnes convergent, à 19 heures, vers la gare de l'Est pour participer à une manifestation, à l'appel de l'U.N.E.F., du S.N.E. Sup., des Comités d'Action et de la Fédération des Etudiants Révolutionnaires. A 20 heures, les bagarres commencent place Saint-Michel. Dès 20 heures 30, s'élève la première barricade boulevard Magenta ; à partir de 21 heures les participants, répandus dans toute la capitale, construisent des barricades, allument des feux, etc... notamment place Denfert-Rochereau, boulevard Raspail, boulevard de la Chapelle, boulevard du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, quai du Louvre, avenue du Maine, boulevard Poissonnière, boulevard Saint-Germain. Plusieurs postes de police et commissariats sont attaqués, certains mis à sac, d'autres incendiés. Le calme ne revient dans Paris que vers 5 heures 30.



BILAN ET COUT DES DÉPRÉDATIONS

Lors des manifestations des mois de mai et juin 1968, le patrimoine de la Ville de Paris a subi de très importants dommages.

C'est ainsi que :

- 10.000 m² de chaussée ont été déparvés ;
- 35 équipements de signalisation de carrefours ont été détériorés ;
- 15 candélabres ont été abattus ;
- 6 avertisseurs de police et 1 avertisseur de pompiers ont été détruits ;
- 500 panneaux de signalisation ont été rendus inutilisables ;
- plusieurs dizaines de bancs publics ont été mis en pièces ;
- 96 arbres ont été abattus et 100 autres ont été endommagés ;
- plusieurs milliers de grilles d'arbres ont disparu.

Le coût du remplacement ou de la réparation de l'ensemble de ces biens s'élève à 2.500.000 francs.

*
**

Quant aux biens privés détruits ou endommagés, jusqu'à présent, les demandes de dédommagement actuellement soumises à l'administration concernent :

- 298 voitures mises hors d'état ou endommagées ;

- 276 dégâts divers immobiliers et mobiliers (bris de vitrines compris).

Ces chiffres sont évidemment susceptibles de s'accroître au fur et à mesure que de nouveaux dossiers seront déposés en vue d'une indemnisation.

*
**

A ces différents bilans il convient d'ajouter les dommages propres que la Préfecture de Police a eu à subir et qui s'analysent de la façon suivante :

- 9 locaux de police saccagés (commissariats Odéon - Sainte-Avoie - Plaisance - Saint-Thomas d'Aquin - Saint-Germain-des-Prés - Batignolles - Clignancourt - poste Montparnasse - Vigie Goutte d'Or) ;
- 3 cars de police-secours incendiés ;
- 10 véhicules détériorés ;
- matériels de transmission détruits.

La réfection des locaux de police va entraîner une dépense de 347.000 francs pour les frais à caractère immobilier et de 60.000 francs pour les déprédations mobilières.

Le remplacement ou la réparation des véhicules entraîne une dépense de 170.000 francs environ, compte tenu de l'équipement des voitures de police.

La remise en état du matériel de transmission peut être chiffrée à 100.000 francs.

LES BLESSÉS DU SERVICE D'ORDRE au cours des manifestations de Mai et Juin 1968

	Police Municipale	Compagnies Républicaines de Sécurité	Gendarmerie Mobile	TOTAL
3 mai	72			72
6 mai et nuit du 6 au 7 mai	324	53	110	487
7 mai et nuit du 7 au 8 mai	91	5	10	106
9 mai		12		12
nuit du 10 au 11 mai	158	57	82	297
13 mai	8			8
16 mai		20		20
nuit du 22 au 23 mai	14	25		39
23 mai et nuit du 23 au 24 mai	84	27	35	146
24 mai et nuit du 24 au 25	190	125	74	389
26 mai		1		1
7 juin			23	23
10 juin et nuit du 10 au 11 juin	57		56	113
11 juin et nuit du 11 au 12 juin	115	7	46	168
16 juin	13	5		18
17 et 18 juin	2			2
nuit du 29 au 30 juin	10	1		11
	1.138	338	436	1.912

Parmi les blessés du service d'ordre, 99 ont dû être hospitalisés en raison de leur état.

Les cas les plus graves concernent notamment :

- un brigadier de la Police Municipale atteint d'une fracture du crâne à la suite d'un jet de pavé. Au moment où il a été atteint, ce fonctionnaire n'appartenait en aucune façon au service du maintien de l'ordre, puisqu'il était chef d'un car de police-secours,

- un commandant de Compagnie Républicaine de

Sécurité, hospitalisé en raison d'un enfoncement de la boîte crânienne,

- plusieurs officiers de paix, brigadiers, gardiens de la paix, C. R. S. et gendarmes victimes de fractures,

- un gendarme qui a dû subir l'énucléation d'un oeil,

- un gendarme qui a été amputé de plusieurs doigts,

- un officier et cinq sous-officiers de la Gendarmerie blessés assez gravement par des éclats d'engins explosifs de fabrication artisanale.

MÉMOIRES DE MAI

Parole aux témoins

Pour évoquer les événements de Mai 68, *Liaisons* est allé à la rencontre des acteurs de cette période mouvementée. Gardiens de la paix, administratifs, CRS, pompiers, commissaires, directeurs et préfets ont accepté de remonter le temps pour évoquer, souvent avec émotion, des souvenirs vieux de 40 ans.



3 mai 68 : jetés dans l'arène

La police, sur réquisition du recteur, évacue la Sorbonne occupée par les étudiants. Des incidents violents éclatent entre les forces de l'ordre et les jeunes : Mai 68 commence...



Francis Charles, gardien de la paix au 4^{ème} district, 23 ans en mai 68.

“J’ai reçu à mon domicile quatre télégrammes différents m’informant à chaque fois d’un nouvel horaire de prise de fonction. Arrivés au service, on nous a fait monter dans

une goëlette* en direction de Nanterre. En cours de route, on nous a brusquement demandé de nous diriger vers la Sorbonne. Nous étions en tenue de ville, celle utilisée pour aider les effectifs des commissariats quand il n’y avait pas de maintien de l’ordre à faire. **Nous n’avions même pas nos casques.** Nous étions sans képi, sans calot. Dans le car, il n’y avait que quelques boucliers et des grenades en verre*. On ne s’attendait pas à encadrer une révolte. Sur place, nous avons été placés en protection de la Sorbonne. Puis on nous a donné l’ordre d’évacuer les étudiants. Peu après, nous avons été pris en tenaille entre les étudiants de la Sorbonne et d’autres jeunes arrivant de l’extérieur. Mon officier a été blessé par un pavé. J’ai moi-même été touché et j’ai eu un arrêt de travail entre le 3 et le 13 mai”.

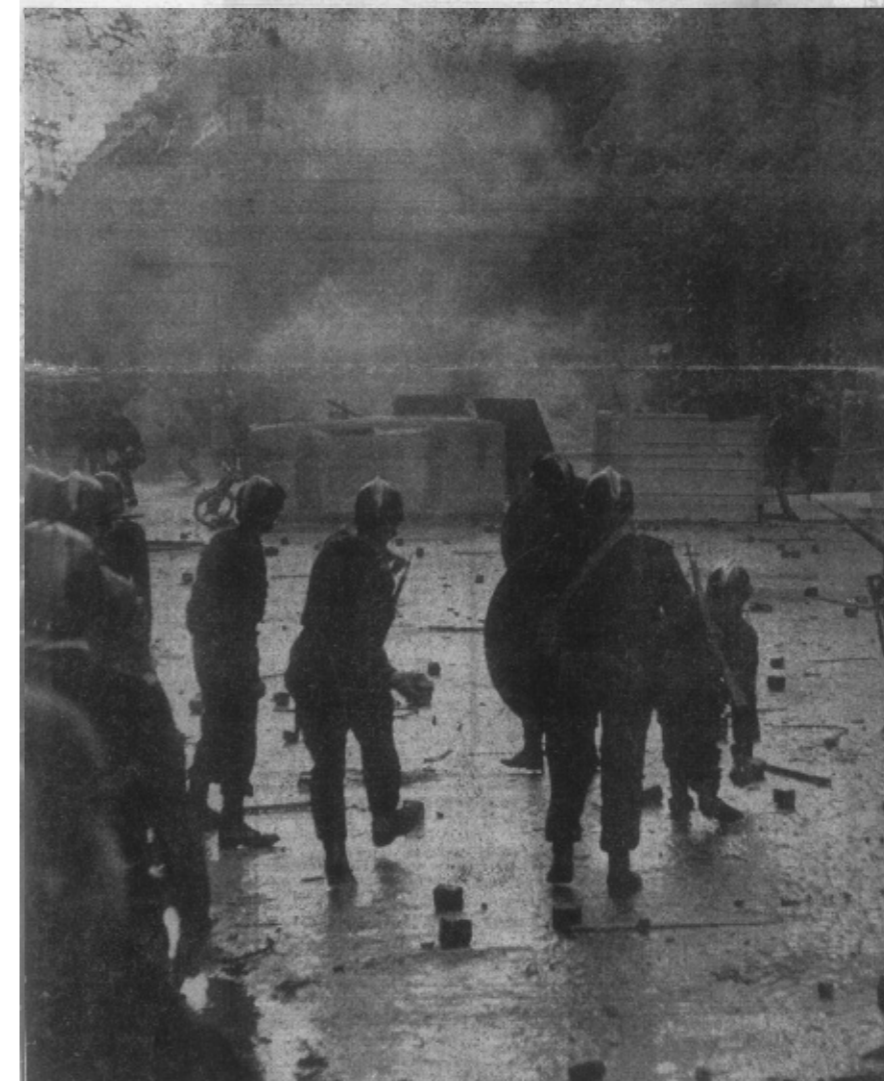




16 heures d'émeutes à Paris

France-Soir 8 COURSES 1968
 Mercredi 8 mai 1968 LE SEUL QUOTIDIEN VENDANT PLUS D'UN MILLION 07.40

BILAN : 805 BLESSÉS



460 parmi les manifestants

345 dans les forces de l'ordre

422 arrestations dont 76 étrangers

29 voitures et 11 autobus endommagés

Le Pr Kastler (Prix Nobel) :

« Le gouvernement doit faire un geste d'apaisement »

Le doyen Zamansky :

« C'est l'aboutissement d'une situation qui remonte à 15 ans »

Les étudiants demandent :

- Pas de sanctions
- Reprise des cours
- Départ des forces de police autour de la Sorbonne

Sinon, affirme l'U.N.E.F., « nous poursuivrons grève et manifestations »

Alain Peyrefitte

(ministre de l'Éducation nationale) :

« Sur 160.000 étudiants à Paris »

France-Soir du 8 mai 1968.

Albert Costa, gardien de la paix au commissariat du 8^{ème}, 23 ans en mai 68.

“Nous sommes arrivés à la Sorbonne dès les premières heures du conflit. Je me souviens des pots de fleurs et autres objets incongrus qui volaient au-dessus de ma tête et de celles de mes collègues. **Nous n'étions pas prêts, on ne s'attendait pas à un tel mouvement de masse.** Nous sommes arrivés de nuit, en képi et en ciré, sans rien pour nous protéger ou nous défendre”.

“Le 3 mai 68, je ne l'ai vraiment pas vu venir ! C'était en début d'après-midi, je n'étais pas au courant des manifestations, je tenais un point-école, en tenue normale. Tout d'un coup, un car vient me chercher : «*Il ne faut plus laisser de gars tout seuls dehors*». «*C'est la guerre ou quoi ?*» ai-je répondu. Je ne croyais pas si bien dire”...



Jean-Pierre Pidoux, gardien de la paix, chauffeur auxiliaire, 30 ans en mai 68.

Plongée dans la violence

Le conflit se durcit, les affrontements sont quotidiens. Tous les effectifs, en tenue et en civil, sont mobilisés aux côtés des CRS et des gendarmes mobiles.

“ Les premiers engagements avaient fait de nombreux blessés parmi les collègues des compagnies de district intervenues lors des premiers accrochages... **Pour remplacer les blessés, on a fait appel aux policiers des services généraux des arrondissements**, dont j'étais. Nous étions dans ce cas équipés d'un imperméable en ciré (heureusement pas la pèlerine) et d'un casque. On nous fournissait une matraque en caoutchouc que nous tenions dans la main droite et un gant protecteur pour la main gauche (renforcé sur le dessus pour parer les coups). Les CRS et gardes mobiles prenaient les gros engagements ; en ce qui nous concerne, nous étions la plupart du temps en réserve à proximité des points chauds ”.



Yves Lavis,
brigadier au
service général
du 18^{ème} arron-
dissement,
32 ans
en mai 68.

Reçus par des jets de pierres, pavés et pièces métalliques, nous avons progressé à l'aide de grenades lacrymogènes. Peu à peu, nous sommes parvenus au carrefour St Germain - rue de Seine.

Une voiture des quatre saisons et d'autres pièces de bois brûlaient au milieu de la chaussée, Bld St Germain à hauteur de la rue de Buci, entourés par les manifestants. Nous avons dégagé ce feu pour permettre aux pompiers d'intervenir.

Puis nous avons progressé jusqu'au carrefour St Germain - rue de Buci, sous les jets de pavés et projectiles divers, et à l'aide de nos grenades lacrymogènes. Devant nous, les CRS (formation LEVASSEUR) étaient au contact des manifestants au delà de Buci.

Nous sommes restés exposés aux jets de pierre, des manifestants qui grouillaient (5.000/8.000 environ) Boulevard St Germain (coté St Germain des Prés) et dans les petites rues avoisinantes. Ce qui fait que, non protégés latéralement dans ces petites voies, nous ne pouvions progresser de crainte d'être pris à revers. Nous n'avons bientôt plus de grenades.

← Extrait du rapport d'un commissaire principal du 15^{ème} arrondissement au sous-directeur, chef du 5^{ème} district, sur la manifestation du 6 mai.



Rue Gay-Lussac.

“J’ai vu des gazinières descendre les étages, j’ai reçu des pavés. J’ai gardé mon casque en souvenir : il y a encore une belle bosse dessus. Mais le plus difficile, c’était sûrement de regarder les manifestants monter leurs barricades et tout casser sans rien faire. Un jour, ils ont complètement dé pavé le boulevard de Magenta au niveau de la Gare de l’Est et abattu tous les arbres. Ils n’en ont pas laissé un seul ! (...). Une nuit, je traversais la Seine au volant d’un car PS pour conduire des étudiants à l’école de police de Beaujon. Nous n’étions pas escortés. Tout d’un coup, des manifestants nous ont assaillis et ont failli nous jeter à l’eau, le car PS, les 3 collègues et moi. Je me suis retrouvé plusieurs fois comme ça dans des situations limites, on entendait des sections lancer des appels au secours sur les ondes, des policiers ont été blessés par des jets d’acides, certains ont été défigurés”.



Christian Mallens, gardien de la paix, chauffeur au commissariat central du 18^{ème}, 25 ans en mai 68.

← La tension est grande, la violence contenue. Soucieux d’éviter les affrontements, les Chefs des forces de l’ordre vont, hors du cadre de leurs missions habituelles, s’efforcer d’instaurer un système de liaison entre le Rectorat et les responsables des étudiants.

← Les pourparlers dureront plusieurs heures. Chargé de contacter MM. SAUVAGEOT et GESMAR, M. GAVEAU, Sous-Directeur Chef du 3^{ème} District apprend de ces derniers que leur intention est d’occuper le Quartier Latin, sans limitation de durée.

← Extrait de rapport de bilan du vendredi 10 mai et de la première nuit des barricades, du 10 au 11 mai, au Quartier latin.

“Je me souviens d’un terrible siège Place Edmond Rostand. Nous étions encerclés contre les grilles du jardin du Luxembourg, bombardés de toutes parts. Il n’y avait aucun renfort possible, toutes les compagnies étaient dépêchées dans le Quartier latin. Même la CRS 1 de Vélizy, chargée de la musique et des escortes de personnalités, était en mission. **Nous avons dû tenir plus de douze heures d’affilée** avant que deux escadrons de gendarmerie rapatriés de Baden-Baden ne viennent nous aider. Nous avons gardé notre sang-froid, même quand Dany le Rouge attisait les foules. Aux insultes dures et autres «CRS, SS», nous répliquions «étudiants, yan-yan». Ce n’était pas méchant”.



Bernard Hurel, gardien de la paix, au commissariat du 9^{ème}, 27 ans en mai 68.



Jacques Vidal, gardien de la paix dans les compagnies de circulation, 29 ans en mai 68.

“Ce qui m’a marqué, ce sont les embuscades tendues par les étudiants. Un jour, ils ont bloqué un car de Police secours. Par la porte, ils ont balancé un cocktail Molotov sur un collègue. Son visage a été brûlé”.



Lucien Tripet, gardien de la paix au 3^{ème} district, 25 ans en mai 68.

“Le plus dur, c’était la répétition. Chaque jour se ressemblait. Nous arrivions en car vers 17h, les insultes et les crachats pleuvaient, puis, vers 21h30, les échauffourées débutaient, jusqu’à 1h du matin. **Même après 24 mois passés en Afrique du Nord, j’avais peur du mauvais coup.** Un jour, lors d’une manifestation sur le “Boul Mich”, je me suis trouvé nez à nez avec Krivine, c’était un dur...”.

← Les manifestants deviennent de plus en plus incisifs, attaquant à coups de pierres et de boulons. Leur agressivité et leur violence sont telles que les forces de l’ordre tiennent difficilement leur position. Mais des renforts arrivent et la Place Saint-Michel est dégagée à 23h. 37.

← Vers 0 heure, un S. O. S. parvient à la Salle de Commandement. Il émane du Commissariat Central du 5^{ème}. Celui-ci va être attaqué par un groupe important de manifestants en provenance de la rue Soufflot.

← Il faut envoyer des renforts qui, dans l’état actuel de la situation, vont avoir beaucoup de mal à progresser. Aussi cette information va-t-elle précipiter le mouvement de dégagement du boulevard Saint-Michel et de la rue Saint-Jacques.

← Extrait de rapport sur la seconde nuit des barricades, du 24 au 25 mai au Quartier latin.





Jean Pinon,
photographe à
la direction des
services
techniques,
35 ans
en mai 68.

“ Nous étions une dizaine de photographes dans l'équipe. Nous avons tous couvert les événements de Mai 68. Sur le terrain, j'ai énormément suivi le préfet de police Maurice Grimaud. Toujours en civil, entouré de quelques commissaires, il allait très souvent dans la rue au-devant des manifestants

pour discuter avec eux. Il fallait quand même un certain courage pour se confronter à la foule. Un jour, il s'est entretenu devant la petite entrée de la Sorbonne avec Sauvageot et Cohn-Bendit. Les échanges furent tendus. Grimaud était un véritable meneur, il servait la République. Avec les étudiants, il était toujours posé, il essayait de calmer le jeu. J'ai aussi couvert les émeutes et les grands rassemblements. Nous nous déplaçons toujours par deux, on essayait de tout montrer. On se promenait comme tout le monde parmi les grévistes. Je me rappellerai toujours une jeune fille à la tête d'un cortège, le poing levé, qui haranguait la foule. La tension était palpable. De l'autre côté, les CRS et les gendarmes mobiles restaient stoïques, on sentait la peur dans l'air. C'était une scène très troublante ”.



Le préfet de police Maurice Grimaud en discussion avec un journaliste.

“ Lors des événements, j'étais en civil au cœur des manifestations avec pour mission de compter le nombre de manifestants et de voir s'ils possédaient des objets pouvant leur servir d'armes contre les forces de l'ordre. Je devais ensuite renseigner le 5^{ème} district. Ce qui me marquait le plus, parmi ce que j'observais, c'était le slogan « CRS, SS » que je trouvais totalement injuste et les affichettes apposées sur la gare d'Austerlitz disant « Un bon flic est un flic mort » et « Si vous voyez un flic, tuez-le » ”



Michel Lejars,
gardien de la
paix au
commissariat
du 13^{ème} arron-
dissement, 24
ans en mai 68.



Louis Bernard,
inspecteur à la
direction des
renseignements
généraux,
37 ans
en mai 68.

“ Nous étions régulièrement planqués dans des fourgonnettes banalisées, les « beurre et fromage ». Nous étions chargés de la détection des mouvements afin d'anticiper les rassemblements. Notre mot d'ordre : se noyer dans la masse. A l'inverse des collègues qui sortaient avec leur chapeau de paille du Creusot (casques), nous étions infiltrés en civils, toujours parmi la foule ”.

Joël Rameau,
gardien de la
paix stagiaire
au commissariat
du 12^{ème}
arrondissement,
25 ans en mai
68.

“ En tant que stagiaire, je n'avais pas le droit de me rendre sur le terrain. Cela ne m'a pas empêché d'avoir une sacrée peur lorsque notre commissariat, celui du 12^{ème}, a été pris d'assaut par des manifestants. Nous étions à peine une dizaine dans les locaux à redouter le pire, seulement équipés de notre MID* et de notre cabriolet*. Notre chef de poste a appelé en urgence l'état-major pour demander des renforts : « Nous sommes en danger, s'ils forcent la porte, je tire dans le tas ! ». Cinq minutes plus tard, des compagnies de CRS arrivaient de Daumesnil et de Charenton ”

L'agressivité et la violence sont telles que nos formations doivent être en plusieurs endroits à la fois.
De 21 h. 10
De 21 h. 10 à 22 heures, elles interviendront boulevard Diderot, aux carrefours Ledru-Rollin - rue de Lyon, Diderot-Daumesnil, Reuilly-Diderot, au Pont d'Austerlitz et dans toutes les voies transversales. Elles doivent aller au secours des Commissariats centraux des 11^{ème} et 12^{ème} arrondissements, attaqués par les émeutiers.

← Extrait de rapport sur la seconde nuit des barricades, du 24 au 25 mai au Quartier latin.



Face aux barricades

Au fil des jours, le conflit se transforme en guérilla urbaine. Les manifestants érigent d'innombrables barricades qui compliquent la tâche des forces de l'ordre.



Raoul Letard, gardien de la paix au commissariat du 20^{ème} arrondissement, 33 ans en mai 68.

« Le véritable déchaînement de violence date de la nuit du 10 au 11 mai, dite « nuit des barricades ». Vers 23h15, un car de ronde de l'arrondissement, le TC* 916, rentre au commissariat pour la fin de vacation. Les collègues de ce véhicule entendent depuis plus d'une heure des messages alarmistes sur la radio TNZ1*. Le Quartier latin

grenouille dans tous les sens et des messages laissent entendre que des barricades sont érigées, des rues sont dépavées, des poteaux de signalisation arrachés, des arbres tronçonnés... Hallucinant ! A deux reprises, nous entendons un commissaire de police demander urgemment l'autorisation de charger et de dégager le terrain. A chaque fois, la réponse de « Z1 » est simple, claire : « Attente ! ». Nous finissons notre service à 23h30 et à minuit nous sommes encore plusieurs à écouter ces étonnants messages. Je rentre à mon domicile situé porte de Ménilmontant, l'un des points culminants de Paris. Vers 2 heures, je suis réveillé par des bruits d'explosions répétés. Je saute du lit et j'allume Europe 1 et Radio Luxembourg. Je suis abasourdi par ce que j'entends. Je n'ai pas rêvé, ce sont bien les grenades des forces de l'ordre qui m'ont réveillé ».

A 21 heures ils sont plusieurs milliers, massés derrière les barricades qu'ils édifient tout le long du boulevard Saint-Michel et de la rue Saint-Jacques, selon la technique mise au point les jours précédents et qu'ils ne cessent d'améliorer.

Aux poutres, madriers, grilles d'arbres, poteaux de signalisation, panneaux arrachés, voitures renversées, s'ajoutent cette fois les arbres abattus à la tronçonneuse mécanique. Plus de 130 disparaissent ainsi dans la nuit.

Le dépavage de la chaussée va bon train également. On n'entend que le bruit des pics et des pioches qui servent à arracher les pavés.



La rue aux manifestants

De plus en plus de blessés

« J'ai perdu mes deux escadrons »

« Les manifestants qui ont tenté de braver les policiers... »

ETUDIANTS Six autobus servaient de barricade à St-Germain-des-Prés

Place Maubert, le préfet de police a dialogué avec les manifestants

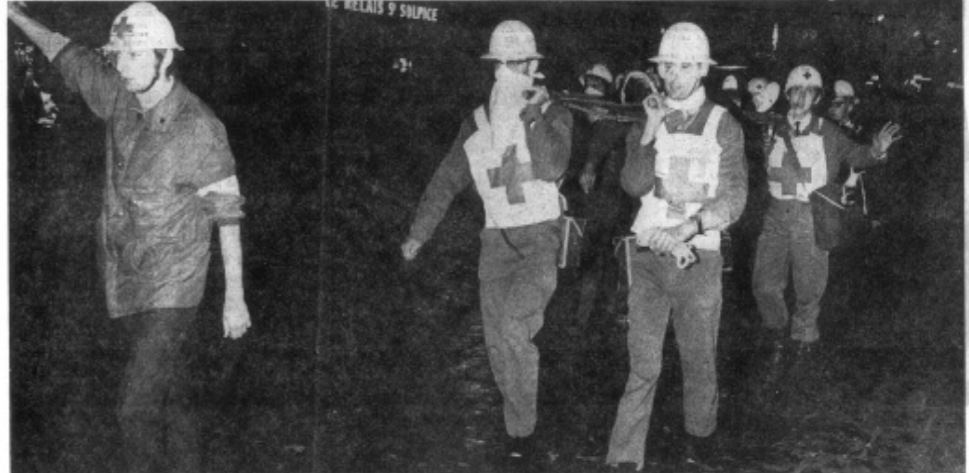
Reportage de Maurice Josco et Robert Caron

Équipe de J.-C. BASTIN, Ludovic de NOYOS, Michel MINET, J.-P. NOBLET, Anne MOURRY, Gilles de PREVAUX. Reportage photographique : Jacques BOISSAY, Claude CHAMPINOT, Bernard CHARLET, Michel PANSU, Daniel LAFITE

OMME les valais d'après une corrélation furieuse, les employés de la voirie parisienne s'employaient depuis 3 heures du matin, à Saint-Germain-des-Prés et au Quartier Latin, à réparer les dégâts de la « guérilla urbaine » étudiants-forces de l'ordre qui a fait rage hier. Une vingtaine de voitures, notamment, ont été renversées, les trottoirs ont été envahis par les débris de la capitale, les rues ont été envahies par les débris de la capitale, les rues ont été envahies par les débris de la capitale...



Boulevard Saint-Germain, au coin de la rue du Four, une barricade en feu



Place Saint-Sulpice, les équipes de la Croix-Rouge évacuent les blessés

Prison avec sursis : il détenait un couteau

Après une lutte sans merci... »

« Vous serez peut-être préfet »

« Les policiers sont deux... »

A Grenoble, six cents étudiants se heurtent à la police : 3 CRS blessés

« A URGENCE la police doit attendre la totalité des lettres... »

Un de nos photographes deux fois blessé

« Les policiers sont deux... »

« Vous serez peut-être préfet »

« Les policiers sont deux... »

« Vous serez peut-être préfet »

« Les policiers sont deux... »



Gérard Aupetit, gardien de la paix, 23 ans en mai 68.

“ Les marchands de quatre-saisons du boulevard Saint-Michel avaient tous été pris d'assaut par les manifestants. Les cagettes servaient à faire des barricades et des feux, les fruits et légumes servaient de projectiles ” ...



Georges Le Corre, commissaire principal au commissariat du 18^{ème} arrondissement, 40 ans en mai 68.

“ Nous, commissaires, ressentions une grande solitude : au début des événements, les instructions étaient lentes à venir et nous sentions la population hostile à la police. Nous nous demandions si nous ne devions pas intervenir de notre propre initiative en cas d'événement grave et inattendu. Ce fut surtout le cas lors des nuits des barricades. Je me souviens de

la première. La veille, les étudiants ont commencé à ériger des barricades vers 17h-18h. Le préfet de police Maurice Grimaud est venu sur place pour voir ce qui se passait. A cette heure, elles faisaient 50 cm de hauteur. Puis on les a vues s'élever au fur et à mesure. Alors que M. Grimaud se trouvait rue Le Goff, j'ai vu arriver un projectile dans sa direction et j'ai juste eu le temps de l'écarter pour lui permettre de l'éviter. Il a vu que c'était sérieux mais n'a toujours pas donné l'ordre d'intervenir. Jusqu'à 2h du matin, nous avons attendu les instructions. **Les barricades mesuraient alors 2 mètres de haut.** C'était impressionnant, ça relevait de l'insurrection. Compte tenu du faible nombre de commissaires participant au maintien de l'ordre (35), c'était difficile psychologiquement et physiquement ”.

Des informations qui, sans cesse, arrivent à la Salle de Commandement et vous sont aussitôt transmises, il apparaît que la situation s'aggrave de minute en minute, les manifestants poursuivant activement opérations de dépavage et préparatifs de combat et leur agressivité ne cesse de croître à l'égard du service d'ordre qui, en tous lieux, reçoit invectives, injures et projectiles, bien que toujours demeuré statique, conformément aux directives reçues.

Il devient évident que, malgré tous nos efforts de pacification, nous allons être contraints d'intervenir et de réduire les barricades qui compromettent singulièrement les possibilités de manoeuvre de nos effectifs, notamment boulevard Saint-Michel où le contrôle du "périmètre Sorbonne" n'est plus assuré. Les dispositions préparatoires sont prises dans cette éventualité,

“ Les étudiants se tenaient à 50 ou 100 mètres des barricades. Pour les rejoindre, nous devions les enjamber et dégager les voitures ; pendant ce temps, ils nous balançaient des pierres, des bouteilles vides... Nous avions d'autres moyens d'éloigner les manifestants, comme les grenades à main et les fusils lance lacrymogènes, avec lesquels nous tirions en observant un certain angle de manière à ne blesser personne. Les ordres étaient de ne pas intervenir, de rester statiques, surtout en cas de provocations exagérées de la part des étudiants ”.

“ Au total, il y a eu une dizaine de nuits des barricades. Les jeunes dépavaient la chaussée dès 17h et montaient des échafaudages avec des pierres et des voitures retournées. Nous devions rester impassibles devant ce spectacle. A 24 ans, c'était difficile à comprendre, mais avec le recul je pense qu'il s'agissait de ne pas mettre la population en danger. Vers 23h, une fois les gens rentrés chez eux, le préfet Grimaud ordonnait aux forces de l'ordre de démonter les barricades. On escaladait les monticules, les étudiants nous lançaient des pavés puis prenaient la fuite. Nous reculions sous les jets des projectiles, puis nous reparions à l'assaut. Nous disposions de grenades en verre : les fusils « lance patates » (à gaz lacrymogène) ne sont arrivés qu'en juin. Et **quand nous les lançions, nous étions autant intoxiqués que les manifestants** : les lunettes de protection ne sont arrivées que fin juin ”.



François Costa, gardien de la paix à la CRS* n°8, 24 ans en mai 68.



André Delattre, gardien de la paix au 1^{er} district, 24 ans en mai 68.

← Extrait de rapport sur la manifestation du 10 mai et de la nuit du 10 au 11 mai.

Puis, après le dégagement de la Place Edmond Rostand, c'est le tour des barricades des rues d'Ulm et Gay Lussac constituées par des matériaux les plus hétéroclites, prélevés sur un chantier voisin. Des clous sont semés sur la chaussée, des planches cloutées y sont jetées, des fils de fer sont tendus à trente centimètres du sol; les manifestants, casqués pour la plupart, occupent les barricades.

← Extrait de rapport sur la première nuit des barricades, du 10 au 11 mai au Quartier latin.



Rue Gay-Lussac.



Peur sur la ville...

La violence gagne du terrain, dans les transports en commun, dans les relations avec la population. « Sale ambiance » dans Paris...

Claude Martinet, gardien de la paix au garage central de la direction des services techniques, 24 ans en mai 68.

“ Il ne faut pas oublier qu'à l'époque, nous étions obligés de prendre notre service en tenue. On se retrouvait côte à côte dans les transports en commun avec ceux qui s'opposaient à nous dans la rue, eux avec leurs banderoles, nous avec nos uniformes. **Nous avons sans arrêt peur d'être pris à partie**, du coup on essayait de rester groupés. C'est après 68 que les syndicats ont obtenu que les policiers arrivent au travail en civil ”.

3° / - A 18 h. 30 débute la manifestation de la Place Denfert-Rochereau. Les manifestants, que divers orateurs ont, au préalable, harangués, forment un cortège qui emprunte le boulevard Raspail. Au carrefour Raspail-Sainte-Beuve ils sont déjà 4.000.

Très vite la manifestation prend un autre caractère. Les casques font leur apparition, puis les bâtons et les barres de fer. C'est la violence.

← Extrait du rapport du DGPM* au préfet de police sur la manifestation du 3 mai au Quartier latin.



“ A l'époque, je quittais les bureaux de l'état-major en uniforme, comme tous mes collègues. Nous arrivions et repartions du travail en tenue. Mais dans la nuit, la nôtre ressemblait beaucoup à celle des policiers, et lorsque nous croisions des étudiants, **nous avons intérêt à préciser tout de suite que nous étions sapeurs-pompiers de Paris pour que tout se passe bien!** ”



Guy le Mat, sapeur-pompier volontaire à l'état-major de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris en mai 68.

“ Plusieurs matins, vers 5 heures, mon mari rentrait pour se mettre aussitôt au lit, bien sûr sans rien manger, pour s'endormir aussitôt : *« Pire qu'à la Libération de 44 ! »* m'a-t-il murmuré, car il l'avait *« faite »*, étant dans la police depuis janvier 42. Dans tous les coins, tout était inquiétant : il n'y avait pas d'école, donc beaucoup de jeunes enfants étaient entraînés par des plus grands, laissés sans surveillance, ce qui empêchait la police d'agir en présence d'un tel mélange d'âges ”. *Témoignage de Mme J. Flaesch, veuve de M. Pierre Flaesch.*



M. Pierre Flaesch, secrétaire du commissaire de police Claude Godard (basé au commissariat de Saint-Sulpice).

Jean-Paul Blein, élève gardien de la paix à l'école de police de Beaujon.

“ Je me rappelle un jour être tombé sur une manifestation rue Lecourbe. Il y avait quelques centaines de personnes qui remontaient la rue avec le drapeau bleu, blanc, rouge en tête, en chantant la Marseillaise. **La tension était palpable et le climat environnant révolutionnaire** (...) Cette foule avec le drapeau tricolore en tête donnait la chair de poule ”.



Bernard Trébouet, gardien de la paix au commissariat du 2^{ème} arrondissement, 26 ans en mai 68.

“ La population était globalement contre nous, surtout au début. C’était assez lourd à supporter au quotidien. Les bistrotts et les restaurants refusaient de nous servir, sûrement par peur des représailles ”.

“ Dans le but d’être plus rapidement disponibles pour renforcer le service d’ordre, nos responsables nous ont demandé d’effectuer nos missions avec le calot sur la tête et le casque à la ceinture. A la stupefaction des passants et des parents, les points-écoles étaient assurés par des «C.R.S.». Malgré nos tentatives d’explication, **tous étaient persuadés que la révolution était proche**. Le képi rassurait, le calot et le casque affolaient la population ”.

Jacques Bellet, gardien de la paix, 25 ans en mai 68.

“ Du 7^{ème} étage, on voyait des grands feux sur Paris : c’étaient les voitures qui brûlaient. A l’état-major, je les entendais sans cesse envoyer des camions lance-eau. Nous étions tous un peu affolés...”



Marie-Louise Blin, secrétaire à la direction des services techniques, 32 ans en mai 68.



Maurice Chauvel, gardien de la paix à la compagnie de surveillance des hippodromes, 32 ans en mai.

“ C’était une époque bizarre, l’ambiance était ... délétaire. Quand je prenais mon service à la Cité, le matin à 7 heures, de la fumée montait encore de la rue Gay-Lussac. **On se serait cru en pleine guerre napoléonienne** (...). Je n’ai jamais été pris à partie mais ce ne fut pas le cas de tous. Un collègue m’a raconté qu’un jour, un groupe d’ouvriers commençait à l’agresser quand l’un d’eux dit aux autres : «Laissez-le, il gagne sa croûte comme nous !”

Denise Aviceau Boisseau, adjoint administratif à la direction de la police générale, 33 ans en mai 68.

“ C’était une période très difficile. J’habitais Orsay, il n’y avait pas de transports pour venir travailler. Je faisais du stop. Le soir, j’avais beaucoup de mal à rentrer chez moi. Le midi, nous ne sortions pas déjeuner : **nous redoutions les pavés et l’agressivité des étudiants**. J’ai vu des gens scier des arbres et des bancs ! Je m’occupais de la gestion du personnel : personne n’avait le droit de prendre de congés, nous étions tous réquisitionnés ”.



Tous solidaires

Plus d'essence, plus de transports en commun, plus de courrier... le pays est bloqué et s'achemine vers une paralysie générale. Les policiers assurent leurs missions dans des conditions précaires. Seule façon de s'en sortir : débrouille et entraide.

“ Pour nous soutenir moralement, le préfet Grimaud venait régulièrement, parfois accompagné de l'archevêque de Paris, François Marty. Il avait toujours un petit mot pour les collègues. A cette époque, il existait un réel esprit de corps, une véritable solidarité entre les jeunes et les anciens de la maison. **Nous étions tous dans le même bateau.** Nous devions gérer les événements avec une grande maîtrise, d'autant qu'avec l'extension du mouvement, certains adultes n'hésitaient pas à mettre les lycéens ou collégiens de 13/14 ans en première ligne ”.



Maurice Foulon, gardien de la paix au commissariat central du Panthéon, 24 ans en mai 68.



Gisèle Penin, secrétaire à la direction des services techniques, 30 ans en mai 68.

“ Nous étions quelques administratifs réquisitionnés pour assurer le salaire des gardiens de la paix. Tout était bloqué. Donc, pour éviter qu'ils ne fassent grève eux aussi, ils recevaient leur paye en liquide, soit 300 francs par semaine ”.



Le préfet de police Maurice Grimaud au contact de policiers



François Fissori, gardien de la paix au commissariat du 20^{ème}, 24 ans en mai 68.

“ On faisait beaucoup de « bitume », c'est-à-dire le planton pour former des cordons de sécurité le long du boulevard Saint-Michel et sur les autres voies du Quartier latin. Parfois, les services logistiques de la PP* venaient nous ravitailler en sandwiches, mais souvent avec plusieurs jours de retard et je n'ai jamais compris pourquoi. Peut-être qu'ils nous oubliaient ou qu'il y avait une mauvaise coordination. En tout cas, les casse-croûtes étaient très durs à l'arrivée ! ”



Suzanne Menardais, adjointe administrative au 3^{ème} bureau du cabinet du préfet de police, 22 ans en mai 68.

“ Nous avions du mal à nous rendre au bureau, il n'y avait plus de transports en commun. Nous prenions des camions de l'armée qui venaient nous récupérer dans des endroits bien précis. On manquait de tout : il y avait une pénurie d'essence et les gens stockaient les produits de première nécessité, pensant que la guerre allait recommencer. Les poubelles n'étaient pas vidées, les rats proliféraient dans les rues. Le Quartier latin étant tout près de la Cité, nous étions obligés de fermer les fenêtres pour ne pas être incommodés par les gaz lacrymogènes. **Les portes d'entrée de la PP* étaient fermées, de peur que des manifestants n'y pénètrent.** Le soir, nous avions du mal à sortir. L'une de mes collègues, qui habitait rue Soufflot, ne pouvait plus rentrer chez elle tellement il y avait de manifestants. Ils rentraient dans les immeubles et jetaient des objets sur la police depuis le toit ! Elle a dû aller vivre chez ses beaux-parents. On ne pouvait plus travailler, les postes ne fonctionnaient plus, on ne recevait plus de courrier. On faisait surtout de la présence ! Le préfet Grimaud est passé dans les bureaux pour nous remercier d'être venus malgré la grève des transports ”.





Paul Vilcot, gardien de la paix, chauffeur auxiliaire à la direction des services techniques, 24 ans en mai 68.

“ En 68, je venais tout juste d'être nommé chauffeur auxiliaire. J'étais chargé de conduire les collègues sur les lieux des manifestations : tous les jours, je venais chercher un car à Mac Donald. Des heures en soirée, ça, c'est sûr que j'en ai fait ! J'habitais moi-même la lointaine banlieue, j'avais énormément de mal à venir ... ”

Fernand Faurie, commissaire de police à la direction des services techniques, x ans en mai 68.

“ L'approvisionnement en carburant est vite devenu un problème. Les dépôts s'étant mis en grève, nous nous sommes retournés vers l'armée. Nous avons eu alors la surprise de constater que le service de «l'Essence aux Armées» était tenu par du personnel civil qui s'était mis en grève. Ils ne servaient que les services de secours et surtout pas la police. J'ai fini par trouver un dépôt d'essence ouvert près de Laon. Pendant plus de deux semaines, **nous sommes**

allés, de nuit, chercher notre approvisionnement avec nos propres citernes et celles d'un transporteur privé réquisitionné et consentant. La consommation pendant ce temps avait augmenté car j'approvisionnais aussi tous les ministères et services de la capitale ”.

Serge Laderrière, secrétaire d'état-major au bureau de gestion opérationnelle, 36 ans en mai 68.

“ Lorsque nous avons terminé notre service à 18h30, nous étions mobilisés la nuit pour alimenter en grenades lacrymogènes les effectifs engagés contre les manifestants lorsque les munitions venaient à manquer. Nous partions alors dans une petite voiture banalisée avec nos caisses de grenades. Un soir, nous allions ravitailler un détachement boulevard Saint-Germain. A notre arrivée, la situation avait évolué et le boulevard était désert avec, au loin, à droite, un

groupe d'individus et la même chose à gauche. Il faisait nuit, bien sûr, et nous étions dans l'expectative : **qui étaient les casseurs, qui étaient les policiers ?** Heureusement, deux photographes qui passaient par là nous ont indiqué que nos collègues se trouvaient à gauche... ”



Jean-Pierre Elefant, gardien de la paix à la brigade de nuit du 20^{ème} arrondissement, 31 ans en mai 68.

“ On tenait le coup, on ne se posait pas de questions. On faisait énormément d'heures supplémentaires, jusqu'à des heures avancées de la nuit. Dans la mesure où ils le pouvaient, les cars des compagnies de district et les cars des compagnies de circulation faisaient le tour des arrondissements où des points de regroupement avaient été fixés. Ils nous ramenaient jusqu'en banlieue. Il fallait attendre parfois la fin de la tournée pour rentrer chez soi tard dans la nuit ”.

Claude Calisti, ingénieur, adjoint au chef du service des explosifs du laboratoire central, 30 ans en mai 68.

“ Avec mes collègues de la permanence des explosifs, composée d'ingénieurs et d'artificiers, nous intervenions sur tous les objets suspects d'avoir un caractère explosif ou incendiaire, dans des lieux publics ou à l'intérieur de locaux, avec un véhicule équipé pour les examiner ou les détruire. La plupart du temps, **il s'agissait d'objets incendiaires inspirés par les cocktails Molotov**. A l'époque, nous n'avions aucune protection particulière : nous procédions à des examens aux rayons X pour visualiser le contenu des objets suspects. Nous étions protégés par des cordons de policiers et n'avons donc jamais subi d'agressions ”.



Jean-Pierre Buchon, gardien de la paix aux compagnies de circulation, 25 ans en mai 68.

“ Nous prenions notre service vers 22 heures et finissions le matin vers 7h30-8 h. Jusqu'à la fermeture du métro, **c'était la cavalcade sur le terrain entre manifestants, casseurs et policiers**, puis la plupart rentraient se coucher. Pour nous, le

calme revenait enfin ! Nous montions dans des cars mis à notre disposition. On jouait au tarot, à la belote pendant que d'autres dormaient. La journée était réservée aux défilés de salariés, parfois un peu dépassés par le désordre et la casse de la veille ”.



Au chevet de la capitale

Certains quartiers de Paris sont dévastés. Les manifestants dépavent les rues, tronçonnent les arbres, brûlent les voitures, brisent les vitrines. Policiers et pompiers de la PP tentent de limiter les dégâts.



Claude Thuon sapeur-pompier au centre de secours du couvent des Bernardins (5^{ème} arrondissement), 19 ans en mai 68.

“ Nous intervenions surtout à la nuit tombée pour éteindre les feux de voitures lorsqu'ils se propageaient aux devantures des magasins. Pour nous empêcher d'avancer, les étudiants formaient des cordons. La police chargeait pour repousser les manifestants et nous faciliter le passage. Nous laissions un téléphoniste dans le camion pour récupérer les appels en provenance du 18 et de la police, puis nous repartions aussitôt sur une autre mission. On prenait aussi en charge les manifestants blessés, aidés par la Croix rouge et la protection civile. Les gens de la Croix rouge nous mettaient des gouttes dans les yeux complètement irrités par les gaz lacrymogènes. C'était l'enfer ! ”

Claude Parvillé, brigadier au commissariat de Saint-Denis, 34 ans en mai 68.

“ J'étais brigadier au commissariat de Saint-Denis, appelé en renfort de la 4^{ème} compagnie d'intervention. Le 25 mai au matin, nous sommes arrivés à Saint-Michel. Après les accrochages de la nuit, le boulevard offrait un spectacle désolant : arbres arrachés, barricades... un vrai désastre. Casqués, vêtus d'un simple imperméable, nous assurons la protection des militaires qui déblayaient les arbres tombés à terre. Ce sont des images que je n'oublierai pas ”.

Alain Carimalo, gardien de la paix, 29 ans en mai 68.

“ Tous les jours, nous nous rendions sur le boulevard Saint-Germain. Chaque matin, des entreprises privées repavaient les voies. Le soir même, les pavés volaient. Il était fréquent que nous passions plusieurs jours de suite sur place, sans dormir. Ça castagnait dur. Une fois, après avoir passé trois jours et deux nuits sur le boulevard, j'ai retrouvé mon solex cramé ”.



Jean-Pierre Dolgoploff, sapeur-pompier à la caserne du Vieux Colombier (6^{ème} arrondissement), 18 ans en mai 68

“ Je suis intervenu pendant toute la durée des événements pour éteindre les feux qui prenaient sur les barricades et les voitures, porter secours aux blessés et aux jeunes qui se retrouvaient asphyxiés par les gaz lacrymogènes. Lorsque nous éteignons les incendies sur les barricades, notre véhicule d'intervention était positionné entre les manifestants et les CRS. Les

uns et les autres en profitaient pour se protéger. Comme le camion était décapotable, nous étions bombardés de projectiles ”.



Jean-Pierre Grassin, gardien de la paix, chauffeur au garage central, 38 ans en mai 68.

“ Lorsque les incidents ont pris une tournure critique, tous les services annexes de la préfecture de police (menuiserie, imprimerie, école de conduite voitures et motos) ont été démantelés pour venir nous renforcer. Les conducteurs habituels, dont je faisais partie, équipaient des engins spéciaux comme les camions grues pour dégager la voie publique de tout ce qui l'encombrait : voitures endommagées voire brûlées, gros objets lancés des fenêtres sur nos collègues, fûts de 200 litres dont le contenu (huile ou gazole) était déversé sur la chaussée... Les événements s'aggravant, nous avons été envoyés sur des chantiers pour récupérer des bulldozers pour dégager les barricades. Ces engins n'étant pas adaptés, nous avons dû attendre que nos mécaniciens installent des grilles pour nous protéger des jets de pierre avant de pouvoir intervenir. La situation devenant critique, nous avons été envoyés à l'école militaire pour y trouver un bulldozer Michigan prêté par l'armée, un monstre de 600 CV. Nous ne sommes pas intervenus avec ! ”



Fin de partie

Passé l'effet de surprise, les forces de l'ordre réagissent.
Mieux équipée, forte d'un dispositif de commandement et de moyens de transmissions bien rôdés, la PP* révolutionne sa tactique.
La fin du conflit est proche...



Georges Le Corre,
commissaire
principal au
commissariat
du 18^{ème} arron-
dissement,
40 ans
en mai 68.

“ Fin mai, lorsque le gouvernement a décidé d'intervenir, après les accords de Grenelle, les instructions ont changé : **il fallait disperser les manifestants, détruire rapidement les barricades.** La population, qui en avait assez, applaudissait la police et les étudiants ne se sentaient plus soutenus ”.

“ Lors de la manifestation de soutien au Général de Gaulle sur les Champs-Élysées, je devais traverser cette avenue à hauteur du Grand Palais où j'allais prendre mon service. J'étais en tenue et je patientais pour traverser, attendant une brèche dans cette foule énorme. Soudain, deux ou trois manifestants ont stoppé la foule et, en faisant une haie d'honneur, ils m'ont invité à traverser en criant : **«La police avec nous, la police avec nous!»** J'avais 25 ans et je pense que j'ai dû rougir car en 34 ans de carrière, c'est la seule fois où j'ai été acclamé de la sorte!”.

Jean-Claude P.,
gardien de la
paix en mai 68.



25.000 manifestants sont rassemblés à 19 heures à la Gare de Lyon. Ce sont en majorité des étudiants, mais il y a aussi de jeunes ouvriers et des éléments étrangers à l'organisation des étudiants. Ceux-là portent des matraques, des gourdins, des manches de pioche, des chaînes de bicyclettes, des drapeaux rouges et même quelques drapeaux noirs.

Après avoir entendu de nombreux discours, dont certains sont diffusés, ils décident de former un cortège en direction de l'Ouest, vers les Halles et la Bourse. Mais ce mouvement est interdit et injonction leur est faite de se disperser.

Plusieurs milliers d'entre eux, passant outre, marchent vers la Bastille. Ils se heurtent aussitôt au barrage que les forces de police ont constitué rue de Lyon, en utilisant les surplombs de la ligne de la S. N. C. F.

Ce contre-temps ne les laisse pas longtemps désorientés. Leur tactique est au point et leur activité toute trouvée: ils vont déparer les rues et construire des barricades.

Peu à peu, entre la Gare de Lyon et la Bastille, le quartier se hérissé d'obstacles et de barricades, la première étant dressée rue de Lyon, juste devant le barrage.

Mais les forces de l'ordre - qui sont maintenant mécanisées interviennent rapidement et efficacement, les bulldozers réduisant les barricades les plus solides.



Paul Becquet,
photographe au
3^{ème} district,
26 ans
en mai 68.

“ J'ai couvert les événements dès les premières manifestations à la Sorbonne. A l'inverse des journalistes accrédités, nous n'avions pas de brassards de presse délivrés par la «PP*». Les consignes étaient simples, il fallait que nous puissions passer incognito dans la foule. Nos photos servaient à enrichir les rapports destinés au préfet de police. Durant cette période complètement folle, je n'avais plus la notion du temps. Lors du grand rassemblement place Denfert-Rochereau, les trois compagnies de gendarmes mobiles se sont mises en ligne, face à la foule, et ont commencé à taper contre leur bouclier avec leur matraque. Le bruit était tellement impressionnant qu'une grande partie des étudiants s'est dispersée en quelques minutes”.

← Extrait de rapport sur la journée du 24 mai et la seconde nuit des barricades, du 24 au 25 mai au Quartier latin.





Suivies des auto-pompes et des bulldozers, les forces de l'ordre remontent simultanément le boulevard Saint-Michel et la rue Saint-Jacques. Sous une pluie permanente de pierres, de boulons et de bouteilles enflammées, elles vont réduire l'une après l'autre les barricades qu'elles rencontrent sur leur chemin. La tactique employée est simple: après une courte préparation, l'assaut est donné par les hommes qui font la première brèche, le bulldozer élargit la trouée et dégage sommairement la voie pour le passage des véhicules.

Maurice Petit, commissaire au service des délégations judiciaires à la direction de la police judiciaire, 38 ans en mai 68.

“ Avec le commissaire Arnal, nous avons procédé, le 14 juin, à l'évacuation de l'Odéon, peu avant celle de la Sorbonne. M. Arnal a discuté avec les étudiants qui s'y trouvaient ; ceux-ci en sont sortis sans résistance, sans insultes. **À ce moment, le mouvement s'essoufflait.** Les commerçants du voisinage étaient satisfaits, sauf le pharmacien, qui m'a confié : « Vous m'avez fait perdre des clients, les jeunes m'achetaient des préservatifs ! ”.

René Doucet, commissaire au 15^{ème} arrondissement, 42 ans en mai 68.

“ Sur le terrain, nous avons des talkies walkies avec deux fréquences : l'une pour l'état-Major, qui pilotait les opérations depuis la salle de commandement de la préfecture de police, l'autre pour les services relevant du commandement d'un commissaire de police. Nous recevions les instructions de l'état-major par radio, notamment pour le mouvement et le déplacement des troupes et le commissaire les répercutait à ses troupes par la fréquence locale. Nous renseignions toujours notre

état-major sur tous les aspects de la situation et ce n'est que lorsque nous avions le feu vert pour intervenir que nous le faisons sur ordre du préfet de police, du ministre de l'Intérieur, ou de « plus haut », mais toujours par le canal de notre état-major.

Malheureusement ces fréquences réservées à la police avaient été captées par les médias de l'époque et *Europe 1* indiquait au public et en particulier aux manifestants les déplacements de nos forces, ce qui nous a considérablement gênés. Je crois même me rappeler que le préfet avait interdit aux radios d'émettre ”.



← Extrait de rapport sur la seconde nuit des barricades», du 24 au 25 mai au Quartier latin.



Camion lance-eau.

En direct de la salle d'état-major. Extrait de *De l'autre côté des barricades*, de André Gaveau. Ed. Jean-Claude Simöen, Paris, 1978.

“Il est 19 heures ce vendredi 24, quand je pousse la porte de la salle de l'Etat-major. (...) Devant la grande carte de Paris, le directeur général André Friederich et le chef de salle sont eux aussi en pleine activité. Friederich, en manches de chemise, dirige les opérations avec calme et fermeté. Les ordres sont précis et le chef de salle les transmet simultanément aux responsables sur le terrain pour exécution.

Le chef de salle est le personnage clé du PC*. C'est lui qui fait manœuvrer tout ou partie des dispositifs des forces de l'ordre. Pour cela, à chaque instant, il doit avoir en mémoire l'affectation, la composition et le nom du commandant de chaque unité sur le terrain et en réserve. Non seulement il donne les ordres, mais il renseigne chaque «patron»* sur les mouvements des manifestants, leur équipement, la nature et l'emplacement des obstacles érigés (...). Sur la carte, des secrétaires déplacent des petites figurines, symbolisant les différentes unités, au fur et à mesure de leurs mouvements.

Pour rejoindre un de mes camarades, je me dirige vers le mur des téléviseurs (...). Sur les écrans, chacun peut suivre en direct l'action des points chauds où sont cachées nos «caméras espions».

A côté, dans de petits boxes séparés, des agents maintiennent les contacts avec nos observateurs banalisés sur le terrain. (...).

Une information, un ordre :

- Refus de la foule... des milliers de manifestants se dirigent vers la Bastille.
- Faites renforcer les barrages de la rue de Lyon.
- Ils commencent à dépaver la rue pour faire des barricades.
- Envoyez les bull* rue de Lyon.

Soudain, tout s'accélère. Les ordres deviennent de plus en plus brefs, sur la carte des figurines glissent à toute vitesse d'un point à l'autre. En suivant leurs évolutions, on peut facilement imaginer ce qui se passe.”

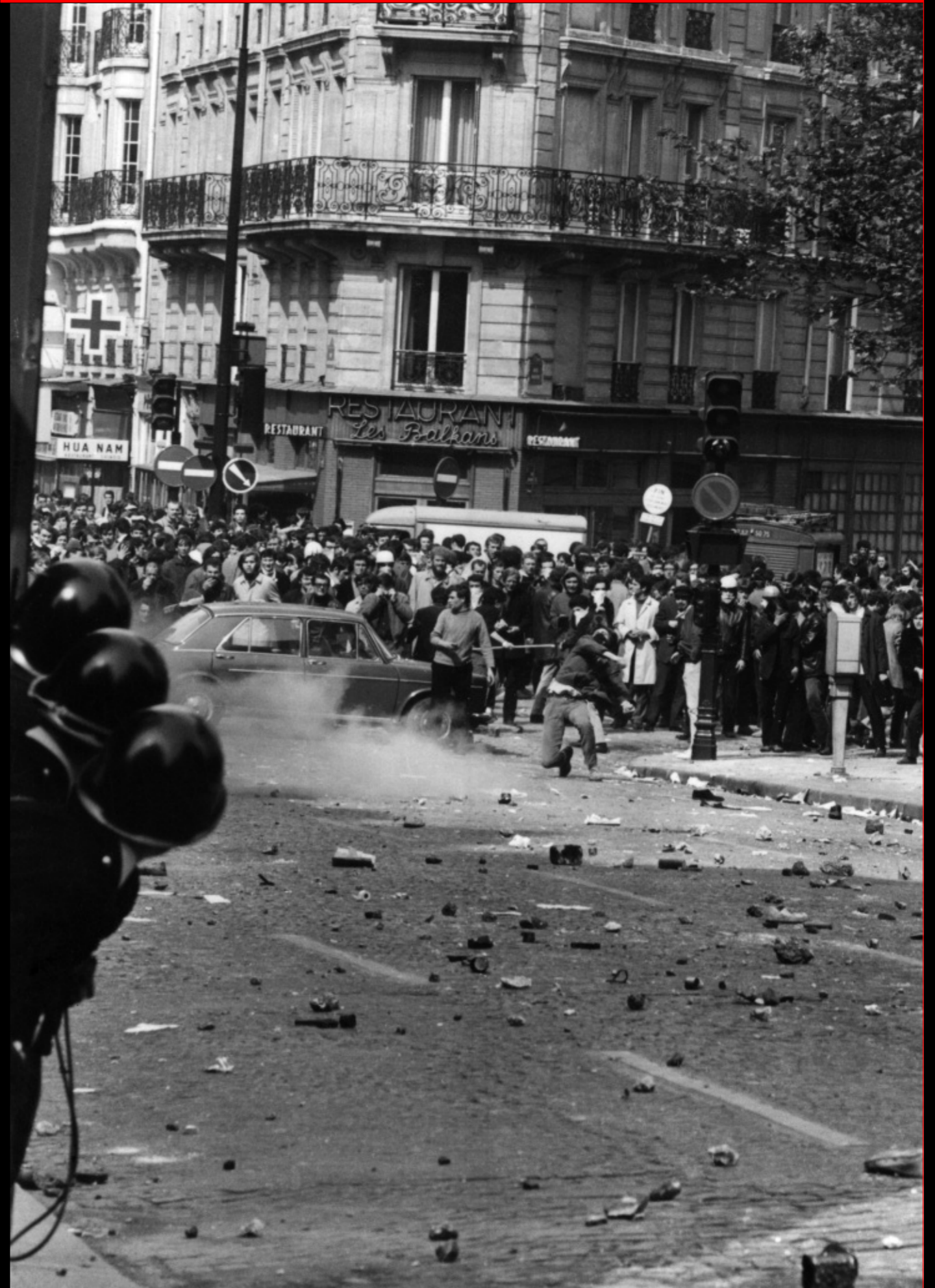


André Gaveau, sous-directeur de la police municipale, chef du 3^{ème} district en mai 1968.



IMAGES DE MAI

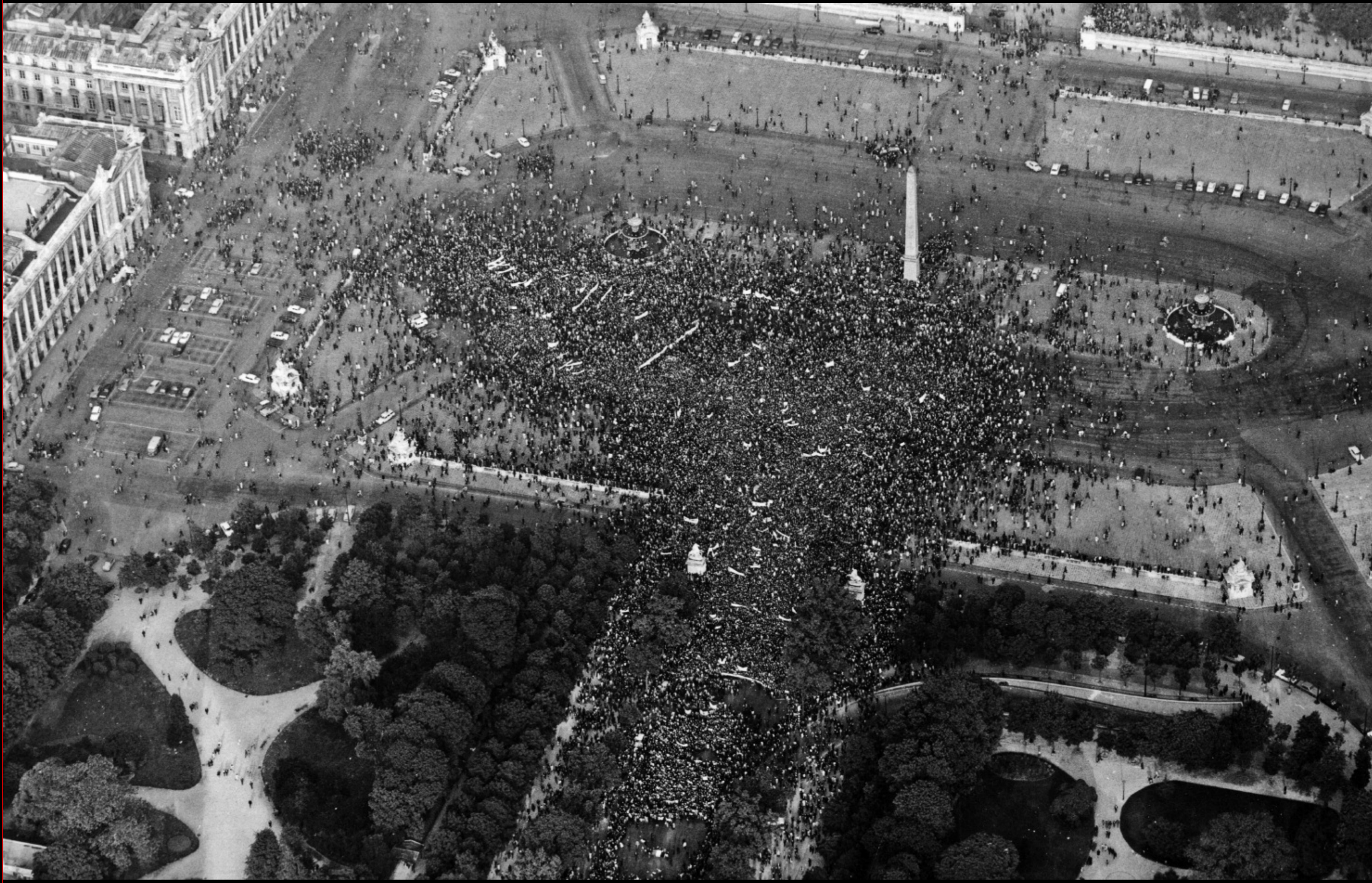
Images exclusives du fonds iconographique de la préfecture de police











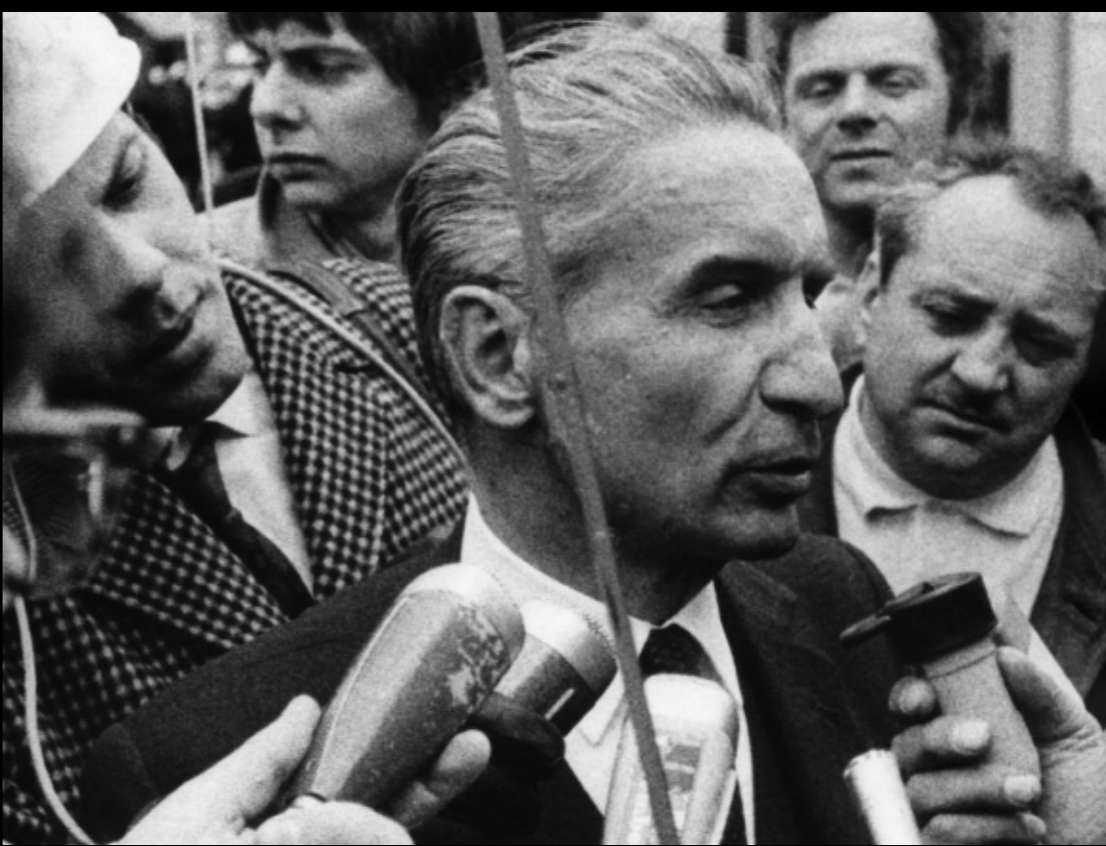






















AUX COMMANDES DE LA PP

Les événements vus par les hauts responsables

A deux pas du Quartier de latin, au cœur de la préfecture de police, préfets et directeurs tiennent les rênes de la Grande Maison. Jour et nuit, sous l'autorité du préfet Grimaud, ils suivent pas à pas le déroulement des événements, conçoivent les réponses policières les mieux adaptées et supervisent les effectifs depuis la salle de commandement. Quelques "grands témoins" se souviennent.



Interview, Jean Paolini, directeur de cabinet

« Nous avons eu de la chance, et nous avons fait ce qu'il fallait pour la mériter »



Quel était votre rôle au cabinet du préfet de police en Mai 68?

Celui de tous les directeurs de cabinet : travailler sous le contrôle du préfet de police en parfaite harmonie, le tenir informé à chaque instant de ce qui compte et lui épargner l'écoute ou la lecture de ce qui ne compte pas. De moi, M. Grimaud, dans son livre *En mai, fais ce qu'il te plaît*, a écrit : « Pouvoir à tout moment peser devant un esprit sans complaisance les motifs d'une décision, l'arrêter en en connaissant les conséquences redoutables possibles, savoir que l'on fera front commun aux reproches ou aux critiques qui ne manqueront pas : c'était la garantie, fort rare, que m'offrait celui qui m'apportait son concours, pour le meilleur et pour le pire ».

A quel moment le préfet Grimaud a-t-il insufflé cet esprit de modération pour faire face à un mouvement de foule aussi important qu'imprévu ?

Il a pris cette position dès le début des événements. Le ministère de l'Intérieur avait envisagé la constitution de groupes mobiles, légers, autonomes, capables de répondre à la mobilité des manifestants par des déplacements plus rapides, des interventions plus dynamiques. Monsieur Grimaud ne retint pas le projet. Il réussit à convaincre ceux qui l'avaient imaginé des risques qu'il présentait.

Jean Paolini

Après avoir été notamment conseiller technique au cabinet du ministre de l'Intérieur François Mitterrand (1955) et préfet de plusieurs régions (Landes, Savoie, Loire), Maurice Grimaud a exercé la fonction de directeur général de la Sûreté nationale (1962-1966). Préfet de police de 1967 à 1971, il a par la suite été directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Gaston Defferre (1981-1984) puis conseiller auprès du même ministre, chargé du plan et de l'aménagement du territoire (1984-1986).

Que redoutiez-vous ?

Nous étions à la préfecture de police persuadés que ces masses de jeunes qui circulaient au début sans objectif précis pouvaient à tout moment surprendre un groupe de gardiens, de CRS ou de gendarmes, qui, impressionnés par le nombre, pouvaient manquer de sang froid et se servir légitimement de leurs armes.

La mort d'un manifestant dans la première quinzaine de mai aurait certainement donné aux agitateurs qui s'essayaient à récupérer le mouvement le moyen attendu et à diverses occasions annoncé d'ajouter la haine à la violence. Le cours des événements en eût sûrement changé et nul ne peut dire quelles en auraient été les conséquences.

Par quelles mesures concrètes cet état d'esprit s'est-il traduit sur le terrain ?

Dès le début et jusqu'à la fin, la préfecture de police s'appliqua à n'intervenir qu'en unités compactes et bien encadrées pour éviter les affrontements où la disproportion du nombre pouvait conduire la police à user de ses moyens de défense.

Puisque l'uniforme avait cessé d'imposer par sa présence le respect de la Loi, puisqu'il était interdit d'interdire, seule la force convenablement utilisée pouvait contenir les excès de foules en proie à la rage de détruire tout ce qui leur déplaisait ou leur résistait. A cette tâche difficile, la force publique s'employa et réussit. On critiqua la lenteur de ses déplacements, son apparente inertie, ses moyens, on trouva tantôt molles ses interventions, tantôt inadmissibles ses réactions. Malgré les critiques qui frisaient l'outrage sous une pluie de boulons, de pavés, de cocktails Molotov, elle resta disciplinée, gardiens de la paix, CRS et gendarmes, déterminés et solidaires.

Plus tard, quand le calme revint, on reconnut au préfet de police le grand mérite d'avoir, par sa sagesse et sa fermeté, évité le pire.

Un professeur de Harvard, avec lequel j'eus un entretien au cours de l'hiver 1969 et à qui je précisai sur sa demande les principes et la méthode qui avaient été les nôtres tout au long de la crise, me répondit : « Mais nous aussi, nous avons agi de même, et cependant... ». J'ajoutai, parce que c'est ma conviction profonde : « Nous avons eu de la chance, et nous avons fait ce qu'il fallait pour la mériter ».

Interview, Claude Bussière, directeur adjoint de cabinet

« *Le préfet savait bien que toute initiative déphasée de la police pouvait entraîner des dérapages* »



Avait-on vu arriver la révolte de Mai 68 au cabinet du préfet de police ?
Non, elle n'était pas programmée ! Ce qui a fait la singularité de l'événement, c'est sa spontanéité, du début à la fin. Il a pris tout le monde à contre-pied, dans le monde policier comme dans la classe politique. Il ne ressemblait à aucun autre. C'est ce qui explique qu'il a été « mythifié » par ceux qui l'ont vécu de l'extérieur avec, parfois, catastrophisme. Mais depuis la préfecture de police, il était observé avec objectivité, comme un événement d'ordre public inédit mais pas « surnaturel », auquel la police se devait d'apporter des réponses et des moyens adaptés.

Quel rôle jouiez-vous entre le préfet Grimaud et la chaîne de commandement ?

Mon rôle principal était centré sur le recueil des renseignements. Je relayais dans les deux sens les informations entre le préfet de police Maurice Grimaud, son directeur de cabinet Jean Paolini et les directions et services de police, qui disposaient des moyens d'exécution. Les décisions étaient prises de manière centralisée par le préfet de police et son directeur de cabinet, qui s'appuyaient aussi sur les réunions organisées plusieurs fois par semaine avec les directions de police. Je devais également être à tout moment en mesure de suppléer le directeur de cabinet. Il avait d'ailleurs fait installer pour moi dans son bureau une table de travail munie des moyens de liaison nécessaires afin que nous puissions agir en parfaite symbiose.

Comment les informations remontaient-elles au cabinet ?

Nous disposions de liaisons téléphoniques directes avec l'ensemble des directeurs de la PP*. Nous suivions l'événement en temps réel. Outre l'écoute du trafic de notre radio interne, nous recevions les coups de fil de la salle d'état-major de la police municipale, qui pilotait les interventions des forces de l'ordre.

Comment étaient gérés les événements ?

Au jour le jour ! Même si les opérations de maintien de l'ordre étaient préparées au cours de réunions que le préfet de police tenait avec les responsables du maintien de l'ordre. Le directeur général de la police municipale organisait lui aussi des briefings. Durant les manifestations, la salle de commandement de la préfecture de police coordonnait les effectifs en fonction de l'appréciation que ses responsables avaient de la situation sur le terrain. Ce qu'on ne contrôlait que difficilement, c'étaient les itinéraires des étudiants. A l'époque, les manifestations n'étaient pas déclarées et leurs organisateurs ne savaient même pas le matin ce qu'ils feraient à midi ! Nous devions à la fois protéger les points sensibles tout en gardant une marge de manoeuvre pour gérer les déplacements des jeunes. Ils étaient en nombre considérable par rapport aux policiers et gendarmes. Il fallait agir en temps réel, avec comme objectif primordial d'éviter les violences irresponsables.

Quelle était l'ambiance à la préfecture de police ?

Elle était largement imprégnée de l'esprit de pondération du préfet, Monsieur Maurice Grimaud. Celui-ci ne voulait pas céder à l'ambiance générale d'agitation. La plupart des responsables étaient assez décontenancés par la tournure que prenaient les événements. Monsieur Grimaud a choisi de prendre du recul à l'égard des opinions contradictoires qui nous parvenaient. Il a pris ses responsabilités vis-à-vis des forces de police en demandant qu'il n'y ait pas d'acte inconsidéré. D'ailleurs, la préfecture de police a remarquablement réagi à ses directives générales. En raison des énormes difficultés rencontrées par les unités sur le terrain, il aurait fallu peu de choses pour que tout dérape.

Ce mouvement de grande ampleur a été géré de manière remarquable, sans qu'un acte irréparable ait été commis. A quoi l'attribuez-vous ?

On le doit à l'action équilibrée de notre maison, sous l'impulsion, encore une fois, de Monsieur Grimaud, qui a pris cette position très ferme, très engagée, d'éviter les affrontements violents. La préfecture de police n'a pas laissé faire n'importe quoi et a gardé les moyens de protéger l'Etat - l'Elysée, Matignon, les principaux ministères -, la radio, la télévision et tous les sites d'approvisionnement comme les dépôts de carburants, sans pour autant chercher à rétablir brutalement la situation du jour au lendemain.

Toutes les opérations ont été inspirées du même état d'esprit.

Pour les interventions dans les universités, la police a dû faire preuve de la même prudence ?

Oui. Le préfet savait bien que toute initiative déphasée de la police pouvait entraîner des dérapages. La décision de l'évacuation ultime de la Sorbonne, en juin, s'est déroulée par la voie de la négociation, avec le responsable de la police judiciaire. Cette occupation illégale de locaux relevait d'une action judiciaire. Cela s'est passé sans qu'on ait à faire intervenir les unités de maintien de l'ordre.

Vous arrivait-il d'aller sur le terrain à titre personnel ?

Sur les coups de deux ou trois heures du matin, après les incidents qui m'avaient retenu à mon poste, il m'arrivait de me rendre sur le boulevard St-Michel. Il y régnait une ambiance très particulière, avec un paysage urbain très endommagé. Des groupes de gens se formaient spontanément et discutaient alors pacifiquement, mais dans une ambiance survoltée. Puis je retournais au bureau.

« *J'ai toujours comparé Mai 68 à une poussée de fièvre de croissance* »

Vos journées de travail ont du être particulièrement chargées...

De même que le directeur de cabinet, Monsieur Paolini, je n'ai presque pas dormi pendant trois semaines ; je ne savais pas qu'il était possible de dormir si peu. J'étais logé à la PP*, je rentrais chez moi au petit matin, je prenais une douche et je retournais travailler.

Cette expérience de Mai 68 vous a-t-elle été utile pour la suite de votre carrière ?

Mai 68 a bien montré l'importance du dialogue avec les responsables d'organisations pour diminuer les tensions au cours des manifestations. Je m'en suis souvenu. Les déplacements du préfet de police sur le terrain, en mai 68, sont une image assez symbolique de cette volonté de dialogue. Les commissaires qui encadraient le maintien de l'ordre comprenaient bien la nécessité du contact sur le terrain pour désamorcer les malentendus.

Claude Bussière

Après avoir été directeur adjoint du cabinet du préfet de police, Claude Bussière a notamment été nommé préfet délégué pour la police à Marseille (1974-1976) avant de revenir à la préfecture de police en tant que directeur de cabinet (1976-1979). Directeur adjoint puis directeur du cabinet du ministre de l'Intérieur (1981-1984), il a ensuite été successivement nommé préfet des régions Midi-Pyrénées (1984-1986), Lorraine (1986-1989) et PACA (1989-1993)

Lorsque vous étiez préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, vous avez été confronté à tous types de manifestations. Etaient-elles comparables à Mai 68 ?

Parfois, en termes de phénomène de masse, mais pas en termes d'improvisation ni de longévité : aucun de ces mouvements n'a duré un mois sans discontinuer et sans objectif clairement identifié !

Quelle vision avez-vous de l'événement, 40 ans plus tard ?

J'ai toujours comparé Mai 68 à une poussée de fièvre de croissance. Il s'est passé quelque chose d'inaccoutumé, d'impalpable et on s'est rendu compte après coup que les mentalités avaient évolué. La société n'était plus tout à fait la même ! Cet événement n'était pas calculé ; il n'y a pas eu de tentative de coup d'état, de prise de pouvoir, d'intention particulière. Et personne ne l'a récupéré politiquement sur le moment. Il s'est plus agi d'un événement de maturation collective que d'un événement de maintien de l'ordre, même s'il a représenté un événement inédit pour les responsables des services d'ordre, sur le terrain. Et je le perçois plutôt comme un événement marquant de la vie de notre société que comme une rupture.

Quel était votre rôle au cabinet du préfet de police en Mai 68 ?

En mai 68, j'exerçais mon activité de chargé de presse sous l'autorité du chef de cabinet du préfet de police, Raymond Heim. Ma mission, comme à l'habitude, était de faciliter la tâche des journalistes, évidemment plus nombreux sur le terrain en ce début du mois de mai. Ma conception de ma fonction est restée pour moi une constante : j'étais à cette place pour servir la presse et non pour me servir d'elle.

Interview, Jean Caille, directeur adjoint des renseignements généraux

« Nous avons infiltré les Katangais »



Les renseignements généraux avaient-ils prévu le mouvement ?

Bien entendu, nous surveillions le milieu étudiant depuis toujours. Nous avons informé au jour le jour le gouvernement de cette montée un petit peu « excitée » des étudiants, mais lorsque l'on fournit des renseignements pendant des mois et des mois au goutte à goutte, il n'y a pas, à un moment donné, une synthèse effectuée disant « voilà ce qu'il va se passer ».

Exerciez-vous une surveillance particulière des « meneurs » ? C'étaient simplement des jeunes marqués politiquement, un peu agités comme le sont tous les syndicalistes étudiants. Les meneurs n'ont jamais cru à une suite quelconque. Pour eux, le but n'était pas de faire une révolution mais d'obtenir quelques avantages, ceux que les étudiants revendiquent à chaque manifestation. C'est bidon, cette histoire de révolution.

Pourtant, n'est-ce pas la façon dont Mai 68 est perçu : une révolution ?

Ce n'était pas un mouvement révolutionnaire organisé. Si ça avait été le cas, les partis politiques de gauche et d'extrême gauche auraient été dans le coup et se seraient organisés pour intervenir au moment où... D'ailleurs, ce sont les ouvriers qui ont sifflé la fin de la récréation en disant aux étudiants qu'ils ne marchaient pas avec eux. Personne n'était prêt pour le grand soir ! Il n'était pas prévu et s'est transformé en soit disant grand soir à partir de l'instant où les images de violence ont été répétées tous les jours à la télévision et à la radio.

Donc, selon vous, les médias auraient jeté de l'huile sur le feu ?

Pas de l'huile, de l'essence ! Les médias ont tellement couvert l'affaire qu'on ne voyait plus que des voitures brûlées, des cocktails Molotov, etc. Ils ont réussi à effrayer tout le pays, à part nous, aux RG*, qui étions au cœur des événements et qui tirions la sonnette d'alarme. Par exemple, un quotidien du soir a passé en première page une très grande photo montrant un commando armé de six hommes sur le toit de la Sorbonne, ce qui a déclenché un vent de panique, y compris au gouvernement. Ces gens se faisaient appeler à l'époque les Katangais. Or, sur la photo, il y avait un de mes inspecteurs infiltré ! J'ai eu beau informer Matignon que ces Katangais étaient absolument inoffensifs – j'étais bien placé pour le savoir !, le pouvoir a préféré ne pas prendre de risques et envoyer les casques. L'évacuation s'est par ailleurs très bien déroulée : quand les forces de l'ordre se sont présentées à l'entrée de la Sorbonne, ces fameux Katangais ont filé par les couloirs et personne ne les a plus revus. C'étaient des petits voyous de Montreuil qui étaient là pour se faire valoir.

Le danger aurait été surestimé ?

Bien sûr, on a vécu de grandes séances de cirque ! Autre exemple : un jour, l'ordre tombe d'évacuer l'Odéon. Naturellement, là encore, les articles de presse sont alarmistes : il y aurait à l'intérieur des grenades, de l'acide, etc. Je me retrouve place de l'Odéon avec Maurice Grimaud et le directeur de la PJ. Un homme en blouse blanche, muni d'un stéthoscope, se présente à nous comme le chef des étudiants et tente de nous dissuader d'entrer, prétextant un grand danger... l'Odéon aurait été truffé de produits chimiques. Mais j'ai tout de suite compris qu'il bluffait, je n'avais jamais vu un médecin parler avec un stéthoscope vissé dans les oreilles ! Je pénètre donc dans le théâtre : il n'y avait là que des étudiants en train de dormir, des couples, des clochards, bref tout un tas de gens complètement inoffensifs... c'était invraisemblable ! Après vérification, ce prétendu responsable de l'Odéon s'est avéré être un informateur de la DST recherché pour escroquerie aux renseignements : c'était encore un de ces affabulateurs qui s'installent dans une situation en faisant croire qu'ils sont importants.

PARIS JOUR

EXCLUSIF

VOICI LES KATANGAIS DE LA SORBONNE

Fondateur : Cine del Duca
0,50 F — VENDREDI 14 JUIN 1968 — N° 2.721



Toutes les photos en page centrale

ALERTE à la Sorbonne ! Débordé par les « Katangais », le « Comité d'occupation » des étudiants a lancé, hier après-midi, un cri d'alarme. La situation risquait de devenir explosive d'un moment à l'autre.

Cent cinquante jeunes gens menaçant les « Katangais » et dirigés par deux « meneurs », Larcion et son adjoint, font régner la terreur. Des dizaines d'habitants, cra-

qués, armés de chaînes, de herbes, le fusil en balourd, des dinopotes de grenades en main, les « Katangais » sortent fiers de la Sorbonne l'Alamo de la révolution de mai. Le « Comité d'occupation » a lancé hier soir un dramatique appel d'évacuation. Les étudiants de la Sorbonne ne veulent plus, en effet, de Larcion (le-coureur) et de ses troupes (les-démons). Ils ne veulent plus voir dans les cours de leur école l'arrivée au chef escoupe et font au des en train de passer une course de détail.

Dans la cour de la Sorbonne, hier dans la soirée, le comité d'occupation, composé de membres de l'U.N.E.F. et du S.N.E.-Sup., tenait une conférence de presse.

Après la campagne de presse déclenchée contre la Sorbonne, et qui vise à décrier notre mouvement, le comité d'occupation tient à dire ceci, a déclaré, en substance, un responsable. Au monde Plus, membre de la commission nationale de l'U.N.E.F. :

Un certain nombre de groupes irrationnels qui ne sont ni étudiants ni travailleurs, profitent de la situation créée ces derniers jours pour imposer un contrôle quasi policier de certaines parties de la Sorbonne.

La situation sanitaire de la Sorbonne est mauvaise. Elle exige des mesures d'urgence qui ne peuvent être prises que lorsqu'un certain nombre de locaux et d'installations seront évacués. En conséquence, le comité d'occupation a décidé, en accord avec les divers organismes d'étudiants et d'enseignants, de fermer progressivement l'ensemble de la Sorbonne, à l'exception de la cour, des cinq amphithéâtres

Suite en page centrale



Jean Caille

Jean Caille a effectué l'ensemble de sa carrière à la PP* où il a gravi tous les échelons, de gardien de la paix à Directeur. Il a passé ses 16 dernières années aux Renseignements Généraux, en tant que commissaire, directeur-adjoint puis directeur.

Enfin, vous démythifiez complètement Mai 68 !

Au démarrage, ça n'avait rien d'original. Tout a commencé comme une manifestation classique au cours de laquelle personne n'avait prévu de faire la révolution. C'est devenu original à partir du moment où il y a eu un tel nombre d'obstacles que la police devait les enlever en force pour maintenir l'ordre : là, c'est devenu grave. Quand les gens s'excitent, on ne sait jamais comment ça peut se terminer. Il aurait suffi que l'un d'eux reçoive un coup mal placé... Selon moi, la police municipale a démontré un professionnalisme et une discipline incroyables en recevant pendant des jours des pavés et des cocktails Molotov sans réagir.

Interview, Philippe Massoni, commissaire principal aux renseignements généraux

« Le 29 mai 1968, le « groupe de direction » des RG* a été créé non pas pour écrire l'histoire mais pour essayer de l'anticiper »

Que faisiez-vous en Mai 68 ?

J'ai occupé deux postes différents. Au début du mois, j'étais l'adjoint du chef d'état-major des renseignements généraux, M. Pierre Clément, que j'avais rencontré lors de mon arrivée à la PP* en 1962 alors que j'étais jeune commissaire affecté dans les quartiers de l'Arsenal et de Saint-Gervais. J'avais conservé le contact avec lui lorsque j'étais dans des quartiers plus difficiles de l'époque (les Halles, Belleville...). À l'état-major, notre mission consistait à faire des synthèses de différents rapports et informations provenant des RG, de la direction de la sécurité publique ou de la police judiciaire. Nous travaillions au bénéfice du directeur des renseignements généraux, mais aussi de la sécurité publique de Paris, qui était attentive à nos analyses. Nous nous appuyions également sur les rapports des fonctionnaires qui, installés dans des petites cabines, assuraient la veille des fréquences radio. Nous transmettions ensuite ces synthèses au cabinet du préfet de police. Nous travaillions jour et nuit pendant les événements.

À la fin du mois de mai 1968, j'ai été nommé chef d'une nouvelle entité, le « groupe de direction », qui était précisément conçue pour apporter une réponse adaptée, du point de vue du renseignement, aux événements que nous vivions.

Philippe Massoni

Après plusieurs années à la direction des renseignements généraux (1962-1976), Philippe Massoni, devenu contrôleur général de la police nationale, est nommé directeur des services techniques de la préfecture de police (1980-1985) puis directeur central des renseignements généraux (1986). Successivement préfet de l'Aube (1988), de l'Oise (1990), de l'Auvergne et du Puy-de-Dôme (1992), il est nommé préfet de police (1993-2001). Conseiller d'Etat en service extraordinaire puis chargé de mission auprès du Président de la République (2001), il devient en 2002 secrétaire général du conseil de sécurité intérieure. Depuis 2004, Philippe Massoni est membre du Conseil économique et social.

Aviez-vous vu venir la révolte de Mai 68 ?

Objectivement, non, nous n'avions pas vu venir des événements d'une telle gravité. Nous avions, certes, diagnostiqué un climat très particulier. Plusieurs symptômes étaient éloquentes, bien résumés en mars 1968 par un article du *Monde* signé de Pierre Viansson-Ponté et intitulé : *Quand la France s'ennuie...* Une sorte d'alanguissement régnait sur le pays après des années de prospérité, notamment dans le domaine de l'économie. Il y avait ainsi une conjugaison d'éléments de fond, comme cette fin des Trente Glorieuses, et de facteurs conjoncturels et politiques, incarnés par exemple par les CVB, les Comités Vietnam de Base, qui militaient contre la guerre du Vietnam de manière très active et parfois violente. Certains mouvements « révolutionnaires » se sont rapidement structurés avec des services d'ordre particulièrement bien organisés et efficaces, destinés à encadrer les manifestations et à faire le coup de poing. Au Quartier latin, des batailles rangées opposaient des membres des comités « Vietnam », des jeunes communistes, des trotskistes, aux groupes d'extrême droite issus de la faculté de la rue d'Assas. A cet élément de conjoncture s'en ajoutait un autre, l'action joyeuse, tenace, inventive, des « anars » de Nanterre, conduits par Daniel Cohn-Bendit, qui devait se révéler être un véritable leader, un « homme de masse » comme on aurait pu le dire s'il avait appartenu à la CGT ou au PC.

Sur cette base, l'élément déclenchant a été la réquisition délivrée à la préfecture de police par le recteur de l'académie de Paris, M. Roche, pour évacuer la Sorbonne, le 3 mai : les forces de police ont pénétré dans la Sorbonne et ont, notamment, interpellé le service d'ordre de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR) qui s'était constitué des armes par destination à partir de mobilier qui avait été brisé. Dès lors, tous les ingrédients étaient réunis : c'était l'étincelle qui allait mettre, selon le vocabulaire maoïste, « le feu à la plaine ». Les renseignements généraux de la préfecture de police avaient couvert ces événements. Ils prévoyaient des manifestations violentes de groupes de droite contre ceux d'extrême gauche et signalaient les « départs » de la faculté d'Assas, les rassemblements des trotskistes et des jeunes communistes... mais rien ne leur permettait d'anticiper une « révolte estudiantine » de l'ampleur de celle que l'on allait connaître.

Comment les RG de la PP ont-ils réagi à ce mouvement ?

Ils se sont restructurés car, dès le début de mai 68, notre mode d'organisation s'est révélé non adapté aux événements. La couverture de l'agitation sur la voie publique était du ressort de

la 2^{ème} section des RG* qui travaillait sur les groupes de droite et, en plus, sur les étudiants. Ce travail de surface était mené de manière efficace : les équipes en civil circulant en véhicules banalisés observaient ces groupes et les décrivaient avec précision pour informer le préfet de police ainsi que la direction en charge de l'ordre public. Le problème est que

cette 2^{ème} section n'était pas reliée à la 3^{ème} section, laquelle s'intéressait « essentiellement » à la gauche, alors que se développaient des groupes « gauchistes » : trotskistes, maoïstes et anarchistes, dans leurs différentes tendances. On les considérait comme un épiphénomène historique avant qu'on ne comprenne davantage leur rôle pivot pour mettre en mouvement la masse estudiantine. Ce dispositif ne permettait donc pas une surveillance efficace des nouveaux groupes qui se sont manifestés en mai 68.

Le 29 mai à 10 heures, j'ai été convoqué par Messieurs Lucien Loupias et Jean Caille, respectivement directeur et directeur-adjoint des RG. Jean



Philippe Massoni (à gauche) avec l'équipe de commandement du groupe de direction en 1968.

Caille avait lui-même été convoqué à Matignon la veille. Le premier ministre, M. Georges Pompidou, avait exigé qu'on réunisse toutes les compétences (des 2^{ème} et 3^{ème} sections donc) pour regrouper l'information sur le mouvement « révolutionnaire ». Le directeur me dit « vous allez avoir du boulot ! ». Lui-même et son adjoint m'annoncent qu'un nouveau groupe était créé, dont le nom n'était pas encore fixé, et que j'en prenais le commandement à 16 heures le jour même. Ce sera le « groupe de direction », ainsi nommé parce que directement rattaché à la direction. Jean Caille fit la liste de ses 40 premiers fonctionnaires, tous choisis parmi les meilleurs. Je les réunis à l'heure dite, en leur expliquant qu'ils avaient été désignés non pas pour écrire l'histoire mais pour essayer de l'anticiper. Les premières missions de terrain commencèrent à 19 heures. Nous étions galvanisés !

Quels ont été les débuts du « groupe de Direction ?

D'abord on a dégagé la salle de « la colle » pour s'y installer: c'était la grande salle où l'on découpait puis collait les articles des journaux pour constituer la revue de presse. Ensuite, on s'efforça de savoir à qui l'on avait affaire. Dans cette salle, on « empila » verticalement les tracts que l'on recueillait ici ou là. Chaque pile faisait l'objet d'une synthèse et l'on arrivait à définir, avec l'appui du groupe « gauchiste » de la section, quels étaient les thèmes, les mots d'ordre, qui émanaient de chaque mouvement.

« Ces fonctionnaires travaillaient sous couverture, avec des noms d'emprunt, et avec de très grands risques... »

Nous avons recensé les informateurs dont nous disposions dans les milieux gauchistes. Il y en avait très peu ; excessivement peu. Devant cette insuffisance de sources d'information humaine - toujours la meilleure - il

fallait mettre un réseau en place, prendre des contacts, offrir des facilités, rencontrer nos interlocuteurs dans des endroits discrets : arrières salles de cafés, arrêts d'autobus, sorties de métros et même au bois de Vincennes où, carte de Paris déployée sur le gazon, on se faisait expliquer quelles étaient les instructions qui avaient été données pour la prochaine manifestation. Nous avons particulièrement essayé d'approcher les militants qui participaient à l'encadrement, mais il nous est également arrivé de prendre contact avec des novices et de tenter de les former pour les faire accéder jusqu'à la hiérarchie de leur organisation. C'était une entreprise complexe. Nous avons participé à toutes les assemblées générales de Paris dès la fin du mois de mai.

Nous avons également tenté d'infiltrer des agents dans les organisations révolutionnaires. Ces fonctionnaires travaillaient sous couverture, avec des noms d'emprunt, et avec de très grands risques... L'un des policiers infiltrés a été ainsi sévèrement tabassé à la faculté de Vincennes. Il a été miraculeusement sauvé par un des professeurs de l'université.

Un épisode de cette période vous a-t-il particulièrement marqué ?

Plusieurs anecdotes me reviennent en mémoire. Lors de l'épopée des « katangais », un pseudo groupe armé qui occupait la Sorbonne et avait défrayé la chronique, nous étions parvenus à approcher un individu qui leur servait de factotum. Celui-ci nous a rapidement rassuré sur le peu de danger de cette bande et a même proposé d'ajouter des sédatifs dans leur dîner pour que nous les arrêtions facilement, ce que nous n'avons pas fait !



Philippe Massoni (à droite) avec des membres du groupe de direction.

sur le terrain devaient en être informés, et l'on aurait pu avoir des morts... Un rendez-vous fut pris dans un café de la rue des Ecoles, à deux pas de la faculté. Je m'y présentais avec un signe distinctif pour me faire reconnaître de l'«informateur», suivi par un dispositif de «contre filature». Je n'avais bien sûr aucun papier sur moi et m'étais

«Tant et si bien que nous sommes repérés et «interpellés» par le service d'ordre étudiant de la Sorbonne.»

habillé de manière passe-partout. L'«informateur» m'identifie, rejoint ma table, et commande aussitôt du champagne... Il déclare avoir passé la nuit précédente à la Sorbonne et confirme catégoriquement y avoir vu des caisses d'armes. Je lui propose d'aller le vérifier de ce pas.

Nous franchissons les contrôles et pénétrons dans la cour de la Sorbonne. Une jeune femme y joue du piano. Nous explorons vainement le bâtiment pendant une heure, jusque dans ses sous-sols. Tant et si bien que nous sommes repérés et «interpellés» par le service d'ordre étudiant de la Sorbonne. On nous conduit à un étage, dans une salle où des gens dorment un peu partout. Au fond du «dortoir», un homme bien habillé et rasé, en veste et chemise impeccables : le chef du S.O., sans doute, nous reçoit... Il nous somme de lui expliquer les raisons de notre présence. Je me recule, désigne l'«informateur» et dit : «j'accompagne mon ami». Ce dernier part dans une diatribe délirante en expliquant qu'il est ancien militaire et qu'il est là pour faire la révolution et «tuer des flics». Je fais signe, dans le dos de l'exalté, que celui-ci est complètement fou... Le chef du S.O. me demande mes papiers, je lui explique que, étant donné la surveillance policière ambiante, je n'en ai bien sûr aucun sur moi. Avant qu'il s'étonne encore des motifs de ma présence et pendant que l'«informateur» continue d'énumérer ses exploits militaires, je lui dis d'un air complice qu'il doit maintenant comprendre pourquoi «j'accompagne mon ami». Définitivement persuadé que celui-ci est fou, le responsable nous relâche...

Quel enseignement tirez-vous de Mai 68?

Avant le mois de mai, on ne s'était pas suffisamment rendu compte que ceux que l'on appelait innocemment des «trublions» et qui créaient ce que le général de Gaulle appela la «chienlit», étaient en fait des militants déjà aguerris dont certains allaient se professionnaliser et se radicaliser. Le travail de renseignement que nous avons mis en place pendant cette période et poursuivi par la suite a sans doute contribué à ce que l'extrême gauche française, maoïste notamment, ne tombe pas dans l'extrême violence et la lutte armée meurtrière, comme cela s'est produit en Allemagne ou en Italie à la même époque.

Nous avons également interpellé le «chef», en fait autoproclamé, du théâtre de l'Odéon occupé, un soi-disant médecin. Une fois dans nos locaux, il s'était spontanément présenté, de manière parfois crédible, comme étant le représentant en France de l'OLAS, l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité...

Un autre souvenir, qui illustre l'un des rôles des renseignements généraux - j'entends par là leur capacité à annoncer, à confirmer ou à contredire une information - me revient également à l'esprit. Pendant l'occupation de la Sorbonne, un conseiller du cabinet du préfet m'appelle pour me dire qu'un «informateur» lui a appris que des caisses d'armes avaient été cachées dans la Sorbonne. Je décide de vérifier aussitôt l'information : si elle était exacte, les policiers engagés

Interview, Guy Badin, Chef de salle à l'état-major de la direction de la police municipale

« Quand je prenais le micro, je devais travailler de 14h jusqu'à la fin de la nuit »



Quel était votre rôle en Mai 68?

J'étais commissaire divisionnaire à l'état-major de la direction générale de la police municipale. L'état-major comportait une unité spécialisée dans la préparation et le suivi des services d'ordre. J'étais notamment chargé d'animer la salle de commandement.

Concrètement, comment cela se passait-il ?

Je dirigeais les opérations par radio. Le directeur de la police municipale, André Friederich, était aussi présent dans la salle. Celle-ci comportait un immense plan de Paris sur lequel des figurines de couleur indiquaient les noms des unités et leur composition : un rond rouge pour une compagnie d'intervention de la PP*, un carré marron pour un escadron de gendarmerie mobile, un triangle bleu pour une compagnie républicaine de sécurité. Les figurines étaient déplacées sur le plan au fil des mouvements des unités sur le terrain.

Quelle étaient les directives générales ?

La mission générale, pendant le mois de mai, consistait à maintenir autant que possible les étudiants dans le Quartier latin. Il fallait éviter qu'ils ne se dirigent vers la rive droite où se trouvent les Champs-Élysées, la place de l'Étoile, etc. La tactique consistait souvent à les laisser en les laissant organiser, par exemple, des «prises de paroles» dans le Quartier Latin, de manière à éviter des mouvements trop brutaux des uns et des autres. Il n'y a jamais eu de mort, le résultat est là.

Avez-vous éprouvé des difficultés ?

Au départ, il y avait un mouvement de sympathie pour les étudiants, les gens jetaient des pots de fleurs sur les policiers quand ils couraient après les jeunes. Ce furent des journées très longues à gérer. Nous avons dû attendre que l'opinion publique éprouve de l'inquiétude et de la lassitude devant les événements pour que nous puissions la sentir de notre côté.

Quel a été le rôle de la salle de commandement ?

La salle de commandement était l'unique outil de pilotage et à l'époque, le commandement était très directif. Si nous avons pu conduire cette politique de modération, c'était sous l'impulsion du préfet Grimaud, souvent présent dans la salle d'état-major aux heures difficiles. Pour suivre les opérations en direct, son directeur de cabinet, M. Paolini, à l'écoute du trafic radio, restait lui aussi en contact avec l'état-major.

Quelles conditions fallait-il réunir pour bien diriger les effectifs depuis la salle ?

Il fallait d'abord avoir soi-même assuré la préparation technique du service d'ordre avant le déroulement de l'événement : avoir le « champ de bataille » bien présent en tête. Et, bien sûr, être organisé. Les Renseignements Généraux, qui plaçaient des policiers en civil dans les manifestations, nous informaient lorsque des mouvements se préparaient. Nous concevions les services d'ordre la veille, sur leurs indications. Les commissaires étaient alors désignés pour être présents à tel ou tel point, à telle heure, avec telles unités.

Comment communiquiez-vous avec les commissaires sur le terrain ?

Installé devant mon micro, je donnais les instructions aux six sous-directeurs, chefs de division et aux commissaires opérationnels, placés sous leurs ordres, qui dirigeaient des compagnies d'intervention, escadrons de gendarmes mobiles et CRS. Sur le terrain, les communications étaient réceptionnées sur les postes de radio installés dans les cars de commandement, et aussi dans les voitures des sous-directeurs et des commissaires chefs des groupes d'intervention. Pour les instructions moins urgentes, la diffusion était assurée par une vingtaine de secrétaires installés chacun à un petit pupitre équipé de liaisons radio.

Guy Badin

Après avoir été chef de salle à l'état-major de la direction de la police municipale, Guy Badin a dirigé le commissariat du 7^{ème} arrondissement (1968-1972) avant de devenir sous-directeur de l'état-major de la direction de la police municipale (1972-1980). Il a terminé sa carrière comme directeur de l'inspection générale des services (1980-1985).

Les techniques de communication vous paraissaient-elles insuffisantes à certains points de vue ?

Nous n'avions pas suffisamment de fréquences et le trafic était très encombré. Les commissaires se plaignaient de ne pas pouvoir communiquer facilement avec nous. Ils étaient obligés d'attendre d'avoir un créneau pour demander des instructions alors que l'événement, sur le terrain, nécessitait une réaction immédiate. Mais on n'y arrivait quand même !

Les étudiants arrivaient à capter vos fréquences. Cela posait-il des problèmes ?

Cela n'avait pas beaucoup d'importance car nos instructions devaient être immédiatement appliquées. En plus, nous avions des codes pour désigner les commissaires, les itinéraires et les personnalités. En fait, il fallait vraiment être de la boutique pour comprendre et exploiter notre verbiage.

Quelles sont les opérations qui vous ont le plus marqué ?

Je me souviens tout particulièrement de la première nuit des barricades, du 10 au 11 mai. Dans la salle, l'ambiance était studieuse. J'y suis monté à 16h pour n'en repartir qu'à 6h du matin. A la fin des opérations, j'ai pris ma voiture pour aller voir la situation sur le boulevard Saint-Michel. Les barricades de pavés, les voitures renversées, etc.

Quel était votre rythme de travail ?

Quand je prenais le micro, je devais travailler de 14h jusqu'à la fin de la nuit. Nous étions trois commissaires chefs de salle, mais il n'était pas facile de se relayer dans la journée, tant il se passait de choses sur le terrain. Il valait mieux avoir suivi les événements dès le début. Alors nous nous partageons les jours de la semaine.

Les matins étaient calmes car les manifestants allaient se coucher à 4 h du matin et ne revenaient que vers 14h.

Dans l'ensemble, comment avez-vous vécu Mai 68 ?

Avec un certain bonheur. Dans la vie d'un policier, avoir connu ce genre d'expérience apprend à faire preuve d'une grande réactivité. Ce poste à l'état-major est celui où je me suis senti le mieux.

Quel est votre meilleur souvenir ?

En juin, à l'approche de la Pentecôte, lorsque nous avons repris le contrôle des grands dépôts de carburant situés au port de Gennevilliers afin de permettre aux camions citernes de redonner de l'essence à toutes les stations services. Nous avons donné instruction aux commissaires de protéger les responsables de ces dépôts au moment où ils ouvriraient leurs portes. Et ce fut la ruée des Parisiens vers les vacances. Cette image m'est restée.

Interview, Paul Roche, chargé de mission, chef du service de presse au cabinet du préfet de police

« J'étais à ce poste pour servir la presse et non pour me servir d'elle »

Quel rôle jouiez-vous auprès des journalistes ?

J'étais à la disposition de la presse dans son ensemble pour faciliter les reportages ou répondre aux questions des journalistes. Mais en mai, ceux-ci prenaient eux-mêmes, là où ils se trouvaient, les contacts qu'ils estimaient nécessaires et utiles à leur travail. Et tout cela, bien entendu, librement.

Dans quelle mesure l'attitude de la presse intéressait-elle le préfet de police ?

Evidemment, et plus encore qu'un lecteur ordinaire, le préfet de police prenait connaissance très tôt de l'ensemble de la presse quotidienne et hebdomadaire. Pour ce qui me concerne, je préparais chaque matin à son intention une revue presse qui s'ajoutait à d'autres sources, en soulignant ce que je pensais devoir l'intéresser en ce mois de mai 1968 (s'il y avait eu des incidents, des plaintes, des blessés, s'il y avait des manifestations ou des défilés prévus pour la journée, etc.).

Paul Roche

Après avoir été chef du service de presse au cabinet du préfet de police, Paul Roche est devenu successivement chef du service de la presse au cabinet du ministre de l'intérieur (1971-1974), chef de la section presse à la direction centrale des renseignements généraux (1974-1976) avant de retrouver ses fonctions de chef du service de la presse au cabinet du préfet de police (1976-1989).

Les journalistes, tout au moins au début des événements, prenaient le parti des étudiants.**Cela posait-il un problème à la préfecture de police ?**

Encore une fois, la presse est libre. La meilleure réponse à cette question se situe dans l'ouvrage de Maurice Grimaud, *En Mai fais ce qu'il te plaît* : « Bien sûr, la presse relatera beaucoup d'incidents brutaux, inévitables dans de tels affrontements, mais elle reconnaîtra dans son ensemble la performance assez remarquable de la police parisienne assistée par les unités de CRS et de gendarmerie, qui avaient mené à bien la plus difficile opération de rétablissement de l'ordre depuis le 6 février 1934, et sans un mort ».

Alliez-vous sur le terrain en Mai 68 ?

Oui, lorsque le préfet Grimaud me demandait de l'accompagner, ce qui arrivait souvent. Sur place, je pouvais répondre aux questions des journalistes en accord avec lui, ou le mettre en contact avec des personnes sur le terrain.

Quel souvenir gardez-vous de votre mission en Mai 68 ?

J'ai gardé de cette période un souvenir assez présent à mon esprit ; il régnait alors au cabinet du préfet de police un climat fait de sérénité et de sang-froid ainsi qu'une grande activité

générale qui ne nuisait pas à la disponibilité de chacun au service de tous, mais, et d'abord, au service du préfet de police, de son directeur de cabinet, M. Jean Paolini et de son directeur adjoint, M. Claude Bussière. On ressentait une force où chacun, librement, pouvait puiser ce dont il avait besoin. Une force solide, sur laquelle on pouvait s'appuyer. Puis-je dire, qu'au rang modeste où je me trouvais, j'ai largement usé de cet appui, me permettant de mener à bien la tâche qui m'était confiée.

Les événements côté médias...

Témoignage de Jacques Moalic, chef adjoint des informations générales à l'AFP.

« Je devais couvrir les premières manifestations estudiantines à Nanterre. Finalement, je suis resté plus d'un mois dans le Quartier Latin. Le dispositif était assez conséquent avec une douzaine de journalistes et quatre à cinq photographes envoyés chaque jour sur le terrain. Dans un souci de protection, **la préfecture avait mis en place des brassards** pour signaler la présence de la presse dans la rue. J'avais déjà couvert de nombreuses manifestations, mais c'était la première fois qu'un tel dispositif existait pour signaler notre présence et nous différencier de la foule. Nous n'avions pas de contacts privilégiés avec la police en dehors de notre attaché permanent à la P.P*.

Même si la plupart de nos reporters avaient l'âge des manifestants, l'ensemble de l'équipe faisait son métier en toute objectivité et honnêteté. Notre rôle était de décrire la réalité avec rigueur. Il fallait faire des reportages des choses vues. Si certaines radios périphériques n'hésitaient pas à donner des informations sur les lieux de rassemblements ou de bagarres pour rameuter les foules, nous tentions de garder la tête froide. Pour cette raison, il était aussi difficile de se fier aux bilans, surtout quand des informations alarmistes circulaient. Certains extrémistes ont voulu nous faire croire à un moment que des manifestants avaient été balancés dans la Seine par les forces de l'ordre, cela paraissait insensé.

Au départ des événements, les médias se sont jetés sur les premières émeutes pour faire du sensationnalisme. A l'époque, Washington et le Nord-Vietnam entamaient des pourparlers de paix à Paris et les journalistes venus en nombre n'avaient pas beaucoup d'infos à se mettre sous la dent car toutes les discussions se faisaient à huis-clos. Les médias ont alors tourné leur regard vers le mouvement étudiant. Quand les premières images de voitures incendiées ont circulé dans la presse et que la radio a diffusé sur les ondes les violentes explosions de grenades, la population s'est sentie alertée. **Les journalistes cherchaient le spectaculaire.** Lorsque les événements ont pris encore plus d'ampleur, notamment avec les ouvriers, j'ai été frappé par la grande maîtrise des CRS qui étaient très bien commandés. Le rôle du préfet Grimaud a été déterminant dans ce conflit, et c'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de drame. Les moments les plus délicats intervenaient essentiellement vers 2 ou 3 heures du matin, avec la fatigue qui s'installait dans chaque «camp». La moitié des étudiants étaient rentrés chez eux pour retrouver papa et maman et ceux qui restaient sur place avaient d'autres motivations : en découdre violemment avec les gardes mobiles. Pour ma part, hormis le côté spectaculaire de nombreux affrontements et de plusieurs mouvements de foule, j'ai été choqué par la violence de certains slogans. Si certains avaient de l'humour, comme sous les pavés la plage, d'autres étaient terribles. **En tant qu'ancien déporté, je n'ai jamais digéré le CRS = SS ».**



TENUES ET MATÉRIELS

Les enseignements de Mai 68

Mai 68 marque un tournant pour la PP*, notamment dans sa gestion des manifestations de grande ampleur. L'importance et la durée exceptionnelle du mouvement, le caractère violent de certaines émeutes ont poussé la Grande Maison à améliorer les tenues et matériels dédiés au maintien de l'ordre.



Ces trente jours de révolte, bien que maîtrisés, ont mis les forces de l'ordre à rude épreuve. Début juin, on déplore plus de deux mille policiers blessés. Si le dispositif conduit par le préfet Grimaud a permis de préserver la capitale d'un bilan plus lourd, des lacunes notables sont apparues en termes d'équipements et de moyens logistiques. Au cours des années suivantes, les priorités du ministère de l'Intérieur seront constamment dictées par des préoccupations de maintien de l'ordre. Entre 1968 et 1974, le budget du ministère augmente de 117 % !

Une protection insuffisante

Comme le soulignent les policiers de la PP* et les CRS présents sur le terrain en mai 68, la tenue de maintien de l'ordre n'existe pratiquement pas. Réduite à sa plus simple expression, elle comporte une chemise, une cravate, une vareuse surmontée d'un raglan* et un casque. S'y ajoutent un gant de protection et une paire de lunettes.

Les brodequins* portés par les CRS sont légers et leurs guêtres ne montent pas assez haut pour couvrir les tibias.

Quant aux boucliers, ronds et opaques, ils n'offrent aucune visibilité : on ne peut pas à la fois se protéger et observer le terrain. Très lourds et donc peu maniables, ils apparaissent inadaptés face aux jets d'objets et leur petite taille ne protège pas l'ensemble du corps. Quelques rares boucliers rectangulaires en plexiglas et casques à visière sont déjà en dotation, mais restent peu utilisés.

Chacun dispose en outre d'un bâton de défense ou du «fameux» bidule* (longue matraque de plus de 80 cm). Le 7-65 Unique, petit pistolet, est très peu porté en maintien de l'ordre. Le MAS 36*, fusil d'infanterie, utilisé comme lance-grenades, sera généralisé à la fin des événements.

Tenue de maintien de l'ordre : 1| Mai 68



1| Avant

2| Mars 69



2| Après

Des uniformes revus et corrigés

Dans l'après mai, les premières modifications sont apportées et tendent vers une meilleure protection des hommes. Les compagnies se voient dotées de casques mieux fixés sur la nuque, complétés de visières en plexiglas, de boucliers de protection rectangulaires transparents plus légers et d'une paire de rangers. L'évolution de la tenue renforce l'idée de protection : « Apparaît une sorte de panoplie qui recouvre tout le corps, accoutrement de «martien» qui est un fréquent sujet de plaisanterie entre les gardiens et les gradés. La propension à blinder un agent qui paye de plus en plus de sa personne, nécessite, en effet, une couverture corporelle presque totale qui déshumanise l'agent et renforce d'ailleurs utilement, quoique involontairement, son aspect repoussant¹ », explique l'historien Patrick Bruneteaux. De nombreuses études prennent désormais en compte la sécurité et le confort des agents. L'uniforme et l'homme ne doivent plus faire qu'un.

Dans le courant des années soixante-dix, les matériels de défense se diversifient, c'est notamment le cas des grenades lacrymogènes. L'élaboration de nouvelles vapeurs chimiques permettra de mieux contrôler les périmètres d'action et sur des durées mieux déterminées.

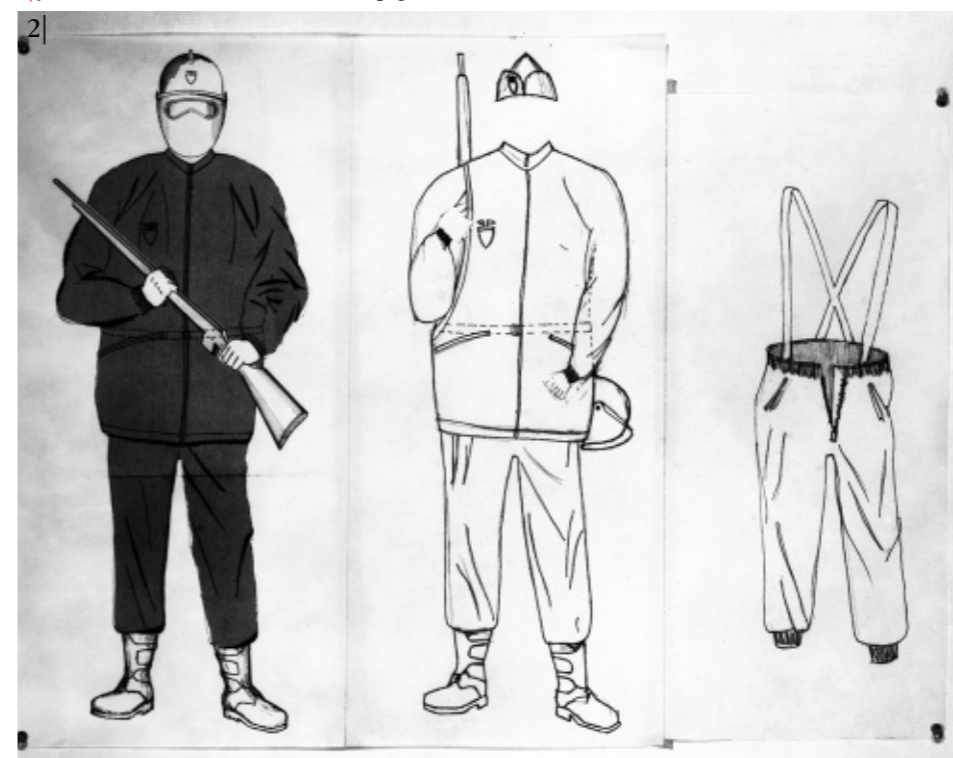
¹ *Maintenir l'ordre*, de Patrick Bruneteaux. Presses de Sciences Po, 1996

Mai 68, matraque et cabiolet*.



1| Juin 1968, test de résistance d'un casque avec visière transparente à différents projectiles (boulons et vis).

2| Juillet 68, dessin de vêtements des compagnies d'intervention.



3| Octobre 1968, bouclier de protection.



Des véhicules à remplacer

Les innombrables dégâts matériels occasionnés lors des affrontements vont inciter la PP* à renouveler la quasi-totalité de son parc automobile : 785 véhicules supplémentaires sont affectés dans les services. Preuve de la nécessité du changement, les crédits de matériel et d'équipement de la PP* triplent dans les quatre années qui suivent Mai 68. D'imposants tracteurs antibarricades Unimog de cinq tonnes et cent dix chevaux seront disponibles dès l'été 69 pour remplacer les fameux bulldozers qui, un an auparavant, démontaient les barricades encombrant la capitale.



1| Avant



2| Après

1| Bulldozer anti-barricades dans Paris mai 68. 2| Véhicule UNIMOG en 69.

Par ailleurs les camions-pompes ou tonne à eau de type 163 Delahaye produits en 1952 utilisés pour disperser les foules en projetant de l'eau sous haute pression vivent en 68 leurs dernières « heures de gloire ». Ces véhicules seront remplacés par des camions-lance à eau Berliet GBK avec des pompes capables de projeter un mélange d'eau et de liquide moussant pour faire glisser les manifestants sur la chaussée. Enfin, tous les véhicules d'intervention se verront dotés de grillages de protection.



3| Mai 68, véhicule tonne à eau en action.

4| Camion-pompe Delahaye 163.

5| Camion-lance à eau Berliet GBK.

3| Avant



4| Avant



5| Après

12629/68
Arch. P.M.

/CAU
DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA
POLICE MUNICIPALE
Sous-DIRECTION
DE LA
POLICE DE LA CIRCULATION

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFECTURE DE POLICE
PARIS, LE 10 Mai 1968

Compagnies Motocyclistes
Réf. : 3177/68

Le Commissaire Principal,
chargé des Compagnies Motocyclistes,
à
Monsieur le Directeur Général de la Police Municipale
(sous couvert de Monsieur le Sous-Directeur de la
Police de la Circulation).

O B J E T : Au sujet des 4 engins d'enlèvement prévus pour accompagner les tonnes à eau.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention sur le fait que les 4 engins d'enlèvement équipés pour le transport des effectifs assurant la protection des tonnes à eau sont dépourvus de tout système de sécurité, tant pour le pare-brise que pour les glaces latérales et celles des portières.

Or, au cours des dernières manifestations, un pare-brise et une glace latérale ont été brisés, par des pavés jetés par des étudiants.

Aussi, afin d'éviter le risque de danger encouru par le chauffeur, je suggère que la Direction des Services Techniques soit saisie, afin d'installer, en priorité et dans les meilleurs délais, des grilles pour protéger toutes les surfaces vitrées sur chaque tracteur.

Je signale également que les tracteurs sont simplement recouverts d'une bâche posée sur des arceaux, et l'une d'entre elles a été coupée à plusieurs endroits par des pieux et morceaux de ferraille qui sont tombés à l'intérieur de l'engin.

Il serait donc souhaitable d'envisager l'aménagement d'une couverture de renfort sur la bâche, qui pourrait être un grillage métallique, ou tout autre moyen judicieux et efficace dont l'étude serait effectuée par les Services Techniques.

Le Commissaire Principal

Destinataires :

- Direction Générale P.M.....(2)
- Sous-Direction de la Police de la Circulation(1)
- Archives "Motos"(2)

Le Sous-Directeur
de la Police de la Circulation

11 MAI 1968
COURRIER

La salle de commandement : pour une plus grande autonomie

Véritable centre névralgique, la salle de commandement constitue le cœur du dispositif d'où partent toutes les décisions et informations permettant d'orchestrer les grandes manœuvres engagées dans les rues de la capitale. Tout en soulignant son rôle crucial, le préfet de police Maurice Grimaud, dans son ouvrage *En Mai, fais ce qu'il te plaît*, soulève le problème des communications entre l'état-major et les responsables du maintien de l'ordre sur le terrain : « Nous avons cherché avec obstination, Jean Paolini, André Friederich et moi, tout au long de ces journées, comment introduire plus de souplesse dans le commandement. A l'évidence, cela passait par la démultiplication des fréquences radio. En effet, il arrivait trop souvent, lorsque, de tous côtés, les responsables des unités engagées cherchaient à joindre la «salle» sur la fréquence T.N.Z. 1* que celle-ci, surchargée, soit lente à répondre. Des «patrons» signalèrent avoir attendu, certains jours, jusqu'à vingt minutes avant de pouvoir passer un message urgent, demander des ordres ou rendre compte d'un grave incident ».

Devant cette difficulté, la décision sera prise quelques mois plus tard de donner des fréquences autonomes aux chefs de district afin que ces derniers puissent, de leur propre P.C.*, manœuvrer leur groupement d'intervention sans interrompre ni gêner le réseau de commandement de T.N.Z.1.*

Pour aller dans le même sens et favoriser les transmissions, un plan destiné à couvrir toute la France d'un réseau de téléimprimeurs, de radios et de matériels de liaison opérationnelle sera lancé en 1972.



LES ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

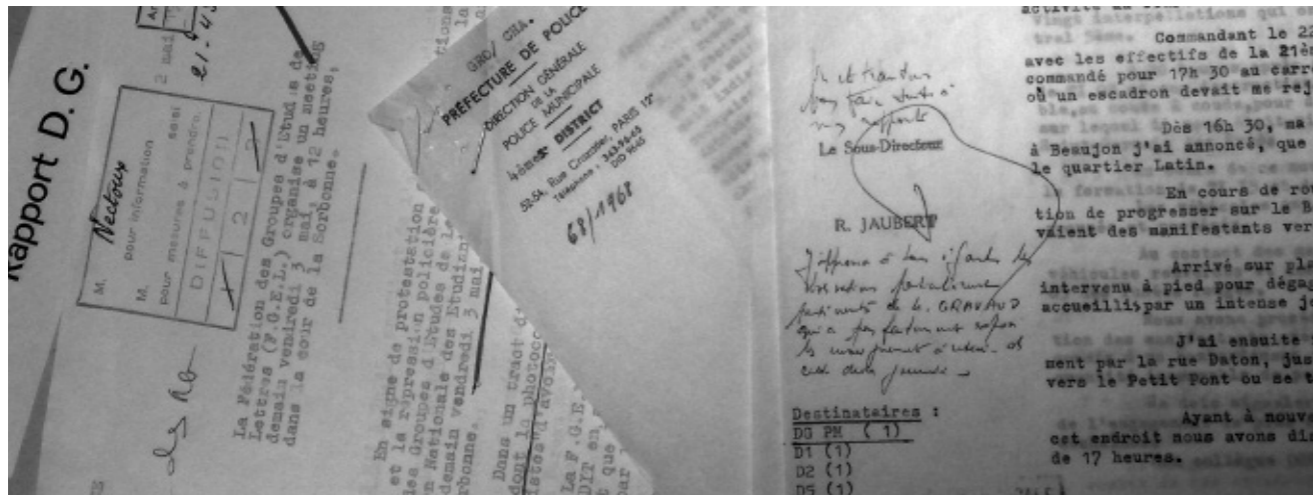
Les trésors enfouis de mai

Le service des archives et du musée de la préfecture de police contient de véritables pièces de collection, témoins d'un passé aussi riche que tumultueux. La période de Mai 68 n'échappe pas à la règle. Des milliers de documents - rapports, objets, photographies - y sont répertoriés, et d'autres encore en cours d'inventaire.



Dans ce fonds d'une grande richesse qui a permis d'illustrer tous les thèmes de ce numéro, une grande partie est consacrée au maintien de l'ordre. Accumulés dans plus de 40 cartons, se trouvent pêle-mêle des relevés statistiques sur toutes les manifestations étudiantes, des instructions concernant les effectifs et les matériels, des notes provenant des RG*, des synthèses sur les dégâts relevés et notamment ceux occasionnés sur la voirie. Les procès-verbaux d'interpellation et de conduite au poste côtoient les rapports rédigés sur les événements par tous les responsables de l'époque, du commissaire de police jusqu'au directeur général de la police municipale.

Les secrets de l'état-major ne sont pas oubliés, avec des comptes-rendus divers, des notes manuscrites, des mains courantes et plaintes de tout acabit... Devant cette multitude de renseignements précieux consignants la plupart des faits et gestes des différents protagonistes, il apparaît évident que l'action de la police était très suivie par le cabinet du préfet de police. A ces écrits s'ajoutent trente-deux bandes-son rapportant les dialogues entre la salle de commandement et les officiers plongés sur le terrain.



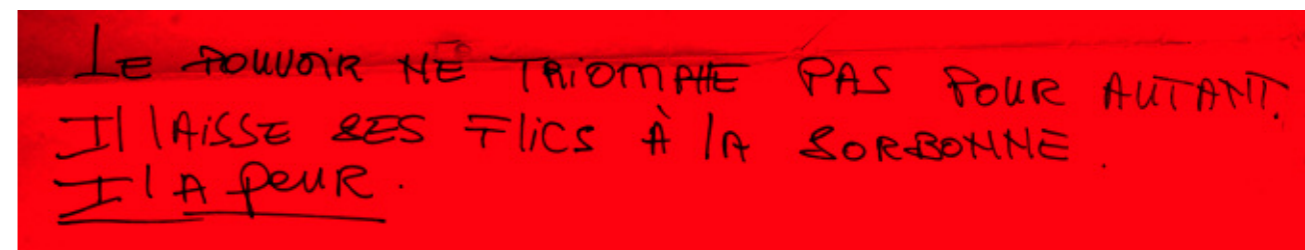
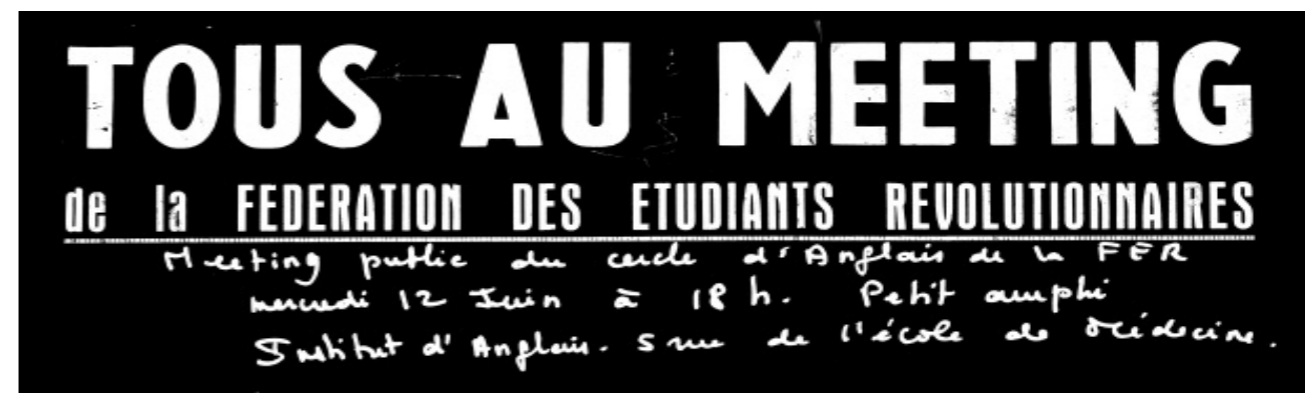
Le pavé de la discorde

Dans trois immenses cartons reposent les «trésors de guerre» provenant de saisies de police dans le cadre d'une information judiciaire ouverte sur réquisition du procureur lors des évacuations des locaux universitaires, essentiellement de la Sorbonne (entre les 14 et 16 juin), où l'on confisqua d'innombrables tracts, affiches et banderoles. Parmi ces reliques, des slogans cinglants refont surface : «La police à l'ORTF, c'est la police chez vous», «Salaires légers, chars lourds», «La lutte continue», ou encore «Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine»... Autre objet qui ne pouvait être oublié, un pavé, étonnamment isolé. Plus surprenant, un maillet de plus d'un mètre de long, saisi au théâtre de l'Odéon le 24 juin par la brigade criminelle : élément d'un décor ou arme insolite des étudiants ?



Les instantanés de mai

Troisième catégorie d'archives : quelques films, mais surtout des centaines de clichés noir et blanc pris par les services techniques de la préfecture. Actuellement conservées à la bibliothèque de la direction opérationnelle des services techniques et logistiques et au service des archives de la préfecture de police, ces images sont aujourd'hui demandées par de nombreux journalistes. Si les événements de mai/juin 68 ont largement été filmés et photographiés du côté des manifestants, les témoignages concernant les forces de l'ordre demeurent effectivement des pièces rares. Plus remarquables encore, les nombreuses prises de vue aériennes de la capitale, qui dévoilent une ville tantôt envahie par des foules compactes, tantôt dévastée, où véhicules incendiés et barricades improvisées se dessinent au loin à travers des fumées matinales.



GLOSSAIRE

Bidule : long bâton en bois de plus de 80 centimètres, en dotation collective, contrairement aux matraques qui faisaient partie de la dotation individuelle.

Brodequins : chaussures montantes en toile robuste et à semelle épaisse lacée sur le coup de pied, destinée à la marche.

Bull : abréviation désignant les bulldozers utilisés dans le maintien de l'ordre pour démolir les barricades.

Cabriolet : entraves (système destiné à bloquer toute tentative de fuite par contention des pieds ou des mains) utilisées avant les menottes actuelles.

Cars PS : car de police-secours.

Chapeau de paille du Creusot : casque.

Compagnies de district ou compagnies d'intervention : compagnies dédiées au maintien de l'ordre, à la différence des policiers du service général, affectés à des missions du type police-secours. Les districts sont des échelons de commandement regroupant plusieurs arrondissements.

DGPM : directeur général de la police municipale de la préfecture de police (fonction exercée par André Friederich en mai 68).

GM : Gendarmerie mobile ou gendarme mobile.

Goélette : fourgon d'intervention Renault R2086 Goélette avec deux fois six places au centre et deux bancs latéraux.

Gomme : matraque en caoutchouc.

Grenades en verre : grenades utilisées pour disperser les manifestants. Cet objet très fragile, aux propriétés asphyxiantes avait la fâcheuse tendance de se briser dans les cars de police. Elles seront retirées après 68.

Katangais : groupe d'activistes ayant occupé la Sorbonne aux côtés des étudiants. Ce groupe supposé armé était constitué en partie d'anciens mercenaires (dont certains auraient sévi au Katanga ou au Congo...). Ils seront chassés le 14 juin par les étudiants lorsque le Comité d'occupation de la Sorbonne prendra la décision de fermer l'université pour des raisons d'hygiène.

Lance-patates : fusil «MAS 36» transformé pour l'occasion en lance-grenades lacrymogènes.

MAS : abréviation de Manufacture d'armes de Saint-Etienne.

MID : moyen individuel de défense ou bâton de défense.

Patron : commissaire de police.

PC : poste de commandement.

PP : préfecture de police.

Raglan : pardessus assez ample (pèlerine).

R.G. : renseignements généraux.

TC : indicatif radio d'un car.

Tenue "Z" : tenue sportive équipant les policiers affectés à des missions délicates (surveillance des toits, etc.)

TN : indicatif radio d'un poste de commandement.

TI : indicatif radio désignant un commissaire de police sur les ondes de police.

TNZ 1 : fréquence de la salle d'information et de commandement de l'état-major.

Remerciements

Liaisons remercie tous ceux qui lui ont permis de remonter le temps pour réaliser ce numéro spécial, en particulier tous les acteurs de «Mémoires de Mai» : Gérard Aupetit, Denise Aviceau Boisseau, Paul Becquet, Jacques Bellet, Louis Bernard, Jean-Paul Blein, Marie-Louise Blin, Christian Brunet, Jean-Pierre Buchon, Claude Calisti, Alain Carimalo, Francis Charles, Maurice Chauvel, Albert Costa, François Costa, André Delattre, Jean-Pierre Dolgopoloff, René Doucet, Jean-Pierre Elefant, Fernand Faurie, François Fissori, Mme Pierre Flaesch, Maurice Foulon, Jean-Pierre Frassin, Bernard Hurel, Serge Laderrière, Yves Lavis, Georges Le Corre, Michel Lejars, Raoul Letard, Guy le Mat, Claude Martinet, Christian Mallens, Suzanne Menardais, Jacques Moalic, Jean-Claude P., Claude Parvillé, Gisèle Penin, Maurice Petit, Jean-Pierre Pidoux, Jean Pinon, Joël Rameau, Françoise Russo-Pelosi, Bernard Trébouet, Lucien Tripet, Claude Thuon, Jacques Vidal, Paul Vilcot.

Nous remercions aussi tous les autres témoins dont nous n'avons pu retenir les propos, tant vous avez été nombreux à répondre à notre appel.

Merci également à toute l'équipe des archives et du musée de la préfecture de police, en particulier Claude Charlot, Isabelle Astruc, Françoise Gicquel et Olivier Accarie Pierson, ainsi qu'au service photo-vidéo de la direction opérationnelle des services techniques et logistiques et à la direction des ressources humaines.

Nous exprimons enfin toute notre gratitude à nos grands témoins, Maurice Grimaud, Jean Paolini, Claude Bussière, Jean Caille, Philippe Massoni, Guy Badin et Paul Roche pour leur accueil et leur patience.

